

BILAN 2016

un engagement solidaire de SUEZ



sommaire

nos partenaires

1001fontaines	28	Eau et Vie	24, 32	Péniche du Cœur	59
ACTED	25	Emmaüs Cotentin	58	Première Urgence 1 ^{er}	31
Action Contre la Faim	37	Fondation 2 ^e Chance	59	Institut de France	68
Afemac	23	Friendship	38	Promofemmes	57
Aide et Action	35	GK Savar	32	Puits du Désert	27
AIJC	23	Fondation GoodPlanet	45	Rain Drop	33
Amor	43	Gret	46	Rejoué	55
AMREF	25	Institut de l'Engagement	60	Réseau Cocagne	55
Aquassistance	40	Interaide	29	Rotary	28
Ateliers Sans Frontières	52	La Chaîne de l'Espoir	30	San Lorenzo	55
Atouts Cours	54	La Cimade	54	Secours Catholique	21, 33, 47
Care	31	Lukmef	34	SOS Sahel	19
Cefrepade	44	Maison Pour Rebondir	56	Triangle GH	28
Croix-Rouge Française	26	Médecins Sans Frontières	39	Unicef	18
Culture Prioritaire	53	Morija	22	Unis-Cité	61
Découvrir Analyser Agir	22	Chaire ParisTech			
Eau Vive	22, 44	«SUEZ - Eau pour Tous»	66		

le Fonds : présentation

Soutenir les forces vives de la lutte contre l'exclusion, par Jean-Louis Chaussade	4
Des partenaires engagés pour réussir ensemble	6
Trois priorités pour un objectif : favoriser l'inclusion	8
Paroles d'administrateurs	10
2011-2016, 6 ans d'engagement	12
Remerciements	70

1 développer l'accès aux services essentiels pour les populations défavorisées des pays en développement

Enjeux de l'eau et de l'assainissement	16
Les projets	18
Enjeux de l'aide humanitaire d'urgence	36
Les projets	37
Enjeux de la gestion des déchets	42
Les projets	43

2 favoriser l'insertion par l'emploi et la formation

Enjeux de l'insertion	50
Les projets	52

3 renforcer les compétences et stimuler l'innovation

Enjeux de l'innovation et du développement des compétences	64
Les projets	66





LE MESSAGE
DU PRÉSIDENT

soutenir les forces vives de la lutte contre l'exclusion

1 2016, de nouveaux partenaires pour de nouveaux projets : UNICEF, SOS Sahel, LUKMEF, Aide et Action, FriendShip, La Péniche du Cœur, Institut de l'Engagement ARES - Ateliers sans Frontières, Culture Prioritaire, Emmaüs Cotentin.

2 La Chaire ParisTech «SUEZ - Eau pour Tous» lance sa première formation «Management Stratégique» à destination des Directeurs Généraux.

3 Les salariés s'engagent aux côtés des partenaires du Fonds : juin 2016, les journées Tremplins avec Unis-Cité.

4 1^{er} juillet, remise des Prix SUEZ initiatives - Institut de France. cette année, un Prix Spécial est remis à Eau Vive.

5 À la COP 22, Les Puits du Désert interviennent sur l'espace de SUEZ.



1



2



3



4



5



L'ambition qui mobilise le Fonds SUEZ initiatives et tous les collaborateurs de l'entreprise engagés à ses côtés est de lutter contre l'exclusion, de permettre aux personnes de retrouver dignité et autonomie. Dans les pays en développement, nous le savons, cela passe impérativement par l'amélioration de l'accès aux services essentiels : sans eau, sans assainissement, sans gestion des déchets, il ne peut y avoir de progrès durable en matière d'hygiène, de santé, d'éducation, de développement économique et social. En France, cela exige un accompagnement soutenu vers l'insertion ou la réinsertion des personnes en situation de fragilité et d'exclusion. La tâche est ardue, et force est de constater que tous les signaux restent au rouge : accroissement des inégalités, dérèglement climatique, croissance démographique incontrôlée, montée des conflits, crise migratoire...

Pourtant, face à la complexité des défis et à l'urgence des besoins, des porteurs de projets venus de tous horizons se lèvent pour réagir et agir : associations de taille modeste, ONG d'envergure inter-

nationale, tous ont la volonté et le courage de mettre en œuvre des réponses efficaces et souvent innovantes, tous savent que cela ne peut se faire qu'avec l'implication des organisations locales, citoyennes et institutionnelles et des populations elles-mêmes. Ils ont des compétences, des connaissances uniques et des savoir-faire. Avec tous ceux qui les soutiennent (fondations, entreprises, bailleurs de fonds...) ils sont les forces vives de la lutte contre l'exclusion. À nous de les identifier, de les soutenir, de les aider à se faire connaître. À nous d'actionner les leviers humains et financiers qui permettront de consolider et démultiplier l'impact durable de leurs démarches.

Cet engagement témoigne de la volonté du Groupe SUEZ de dépasser l'exercice strict de ses métiers et de participer à l'amélioration et à la préservation du bien commun. Cet engagement s'inscrit dans notre feuille de route Développement durable, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU, qui enjoignent tous les acteurs - gouvernements, secteur privé, société civile et citoyens - à se mobiliser ensemble pour «éra-



Jean-Louis Chaussade
Directeur Général de SUEZ, Président-Fondateur du Fonds SUEZ initiatives

diquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité».

Depuis sa création en 2011, avec une dotation annuelle de 4 Millions d'euros, le Fonds SUEZ initiatives a soutenu des projets qui ont permis à plus de 3 millions de personnes de voir leurs conditions de vie s'améliorer, par l'accès aux services d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets ; à 64 000 enfants d'être déchargés des corvées d'eau, des projets qui ont permis la création de près de 9000 emplois, dont plus de 50% à destination de femmes, à 63500 enfants d'être scolarisés, dont 50% sont des filles. En France, les projets d'insertion soutenus par le Fonds SUEZ initiatives ont permis à plus de 1200 personnes de retrouver la voie de l'emploi. Ces résultats

restent modestes à l'échelle des besoins. Pourtant, chaque fois que, grâce à notre soutien, des femmes ou des enfants sont libérés des corvées quotidiennes d'eau, des communautés s'organisent pour assumer la gestion de leur service d'eau, des personnes jugées «inemployables» retrouvent travail et dignité, nous remportons une victoire et nous en sommes fiers. C'est là tout le sens de notre engagement. ✨



des partenaires engagés pour réussir ensemble

Le Fonds SUEZ initiatives est très attentif à la qualité des relations qu'il noue avec ses partenaires, qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

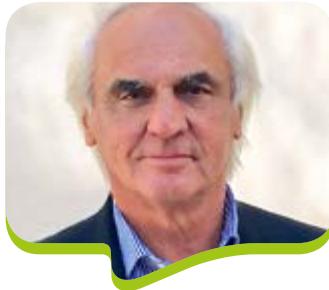
Myriam Bincaille,
Déléguée générale
du Fonds SUEZ Initiatives

Un projet réussi est le fruit de l'engagement de toutes les parties prenantes, nous l'expérimentons chaque jour. Au départ, nous recevons un dossier, qui va peu à peu s'incarner et se développer, au fil du dialogue exigeant



Jean-Marie Dru,
Président de l'UNICEF France

C'est la première fois que nous travaillons avec le Fonds SUEZ initiatives qui soutient un de nos projets d'amélioration à l'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement dans les écoles de deux régions au Togo. Au-delà du soutien financier et des réalisations concrètes, nous nous engageons



Virginie Bineau,
Directrice adjointe Eau Vive France

Dans tous nos programmes, nous intervenons à la demande des populations en lien avec les autorités locales et coutumières, pour les accompagner dans le renforcement de l'accès à l'eau potable, à des installations sanitaires. Les collectivités territo-



riaux décentralisés sont face à des enjeux sanitaires et environnementaux majeurs. Notre mission est de renforcer les synergies entre tous les acteurs, des élus locaux, aux services déconcentrés de l'Etat, en passant par les artisans en charge de la maintenance des forages et les usagers... C'est la clé de la pérennité de notre action, et cela implique qu'au-delà du soutien financier et des réalisations physiques, nous nous engageons

Nous sommes très attachés à ce fonctionnement ouvert et collaboratif au sein de ce que nous appelons la « Communauté du Fonds » qui rassemble tous ceux qui participent aux activités et à la vie du Fonds, au premier rang desquels les porteurs de projets.

Myriam Bincaille,
Déléguée générale
du Fonds SUEZ Initiatives

et équilibré qui se noue entre l'équipe du Fonds - en particulier les évaluateurs qui étudient le projet en amont et les référents qui en assurent le suivi dans la durée - et le porteur de projet. Et c'est ainsi que, derrière les objectifs chiffrés, il y a sur le terrain des institutions et des populations qui vont progressivement pouvoir devenir actrices du changement. Notre responsabilité est de nourrir cette dynamique partenariale porteuse d'avenir.

à accompagner, à sensibiliser et à former les habitants et les instances locales dans la durée, ainsi qu'à associer les enfants aux projets. L'équipe du Fonds SUEZ initiatives suit l'avancée du projet. Le niveau d'exigence qui nous anime est celui de l'UNICEF dans son long combat pour les droits des enfants, dont l'accès à l'eau et l'assainissement est un volet déterminant.

riaux décentralisés sont face à des enjeux sanitaires et environnementaux majeurs. Notre mission est de renforcer les synergies entre tous les acteurs, des élus locaux, aux services déconcentrés de l'Etat, en passant par les artisans en charge de la maintenance des forages et les usagers... C'est la clé de la pérennité de notre action, et cela implique qu'au-delà du soutien financier et des réalisations physiques, nous nous engageons



Catherine Bocquet,
Référente insertion
Promofemmes

Pour les femmes migrantes, l'intégration dans la société française est un véritable parcours du combattant, semé d'embûches si elles ne sont pas suffisamment armées et épaulées. Notre rôle est de les accueillir et de les accompagner, en adaptant constamment nos réponses à l'évolution de leurs



besoins. Dans cette mission, nous pouvons compter sur la Maison pour Rebondir et le Fonds SUEZ initiatives. Nous sommes particulièrement sensibles à la volonté du Fonds d'accompagner et d'accélérer les innovations sociales portées par les acteurs de terrain comme Promofemmes.

Myriam Bincaille,

Nous estimons qu'il est de notre responsabilité de proposer à chacun de nos partenaires un accompagnement sur mesure tout en contribuant au partage et à l'échange, chacun ayant des compétences à partager. C'est le sens des Prix que nous remettons tous les deux ans avec l'Institut de France qui visent à favoriser le développement, le rayonnement et la réplique de projets innovants et porteurs de solutions durables. Nous sommes très attachés à ce fonctionnement ouvert et collaboratif au sein de ce que nous appelons la « Communauté du Fonds » qui rassemble tous ceux qui participent aux activités et à la vie du Fonds, au premier rang desquels les porteurs de projets. ★





trois priorités pour un objectif, favoriser l'inclusion



DÉVELOPPER L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS POUR LES POPULATIONS DÉFAVORISÉES

Parce que l'accès durable à l'eau, l'assainissement et à la gestion des déchets est une condition sine qua non de la construction d'un monde plus équitable et solidaire et la base d'un développement vertueux, le Fonds SUEZ initiatives soutient des projets portés par des organisations de solidarité internationale dans les pays en développement.



FAVORISER L'INSERTION PAR L'EMPLOI ET LA FORMATION, EN FRANCE

Parce que l'exclusion sociale tend à frapper de plus en plus de personnes en France, au détriment de leur dignité et de leur autonomie, le Fonds SUEZ initiatives soutient des projets visant à favoriser l'insertion ou la réinsertion des personnes fragilisées, en agissant avec ses partenaires sur tous les fronts: la formation, le logement, l'emploi, la langue, le statut...



RENFORCER LES COMPÉTENCES, STIMULER L'INNOVATION ET PARTAGER L'EXPERIENCE DANS TOUTS NOS PROJETS

Parce que l'accès durable aux services essentiels et l'autonomisation des populations dans les pays en développement requiert la mobilisation, la formation et la professionnalisation de toutes les parties prenantes, le Fonds SUEZ initiatives soutient des formations spécifiques favorisant le transfert des compétences, de même qu'il co-pilote avec l'Institut de France le "Prix SUEZ initiatives - Institut de France", qui récompense et met en lumière des initiatives innovantes, répliquables et pérennes.

La vocation du Fonds SUEZ initiatives est de lutter durablement contre les exclusions, en France et dans les pays en développement. Son action exprime l'engagement solidaire du Groupe et s'inscrit dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable fixés par l'ONU.

Le Fonds SUEZ initiatives est doté d'un budget de 4 millions d'euros par an.

une gouvernance collaborative et engagée

La gouvernance du Fonds SUEZ initiatives est organisée sur un modèle partenarial qui privilégie la complémentarité des ressources, des compétences et des modes d'intervention au service d'une co-construction réussie des projets.

Le Conseil d'Administration est présidé par Jean-Louis Chaussade, son Président-Fondateur.

Epaulé par le Bureau du Fonds et le Comité consultatif d'investissement, il définit la stratégie, adopte le budget et fixe le calendrier d'activités du Fonds.

Il se réunit deux fois par an et sélectionne les projets qu'il soutiendra parmi ceux qui lui sont soumis après instruction par une communauté d'évaluateurs et sélection par le Bureau du Fonds.

Il est composé de 9 membres, élus pour trois ans: des représentants du Comité de direction du Groupe et des filiales qui contribuent au Fonds SUEZ initiatives ainsi que des personnalités expertes indépendantes.

L'équipe permanente du Fonds, dirigée par Myriam Bincaille, assure, avec l'appui des évaluateurs et des référents, la mise en œuvre et le suivi opérationnel des orientations stratégiques et des décisions du Conseil d'Administration.

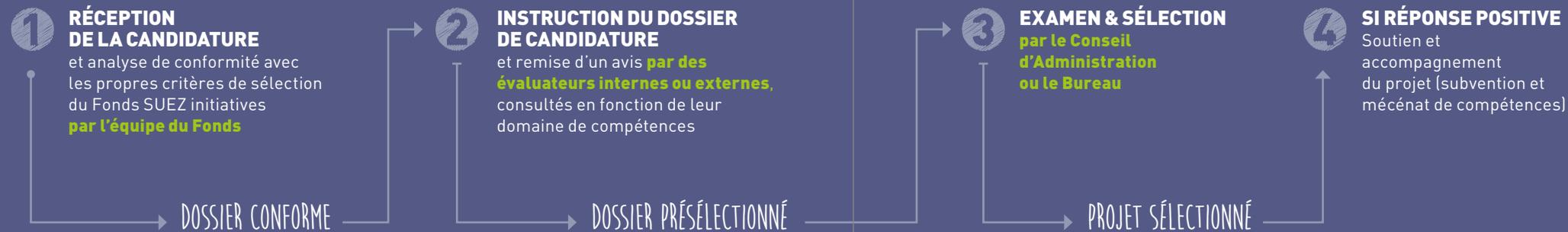


En 2016, dans une démarche d'amélioration continue, le Fonds SUEZ initiatives a demandé à l'agence de notation extra-financière Vigeo Eiris de réaliser un bilan de son activité au travers :

- D'un audit de ses processus de sélection
- D'une évaluation de l'impact des projets financés

Vigeo Eiris est l'agence franco-britannique de référence pour l'analyse des entreprises sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Des recommandations ont été faites, elles seront prises en compte dans le cadre de la mise en place de la Fondation en 2017.

un processus de sélection basé sur différentes compétences





paroles d'administrateurs



Dans le cadre de notre mission, nous soutenons des structures locales qui développent des initiatives souvent très innovantes. Notre rôle est aussi de favoriser leur mise en lumière et leur essaimage, à l'heure où l'aide au développement passe nécessairement par le co-engagement d'organisations publiques, privées et associatives, de toutes tailles.

Marie-Ange Debon,
Directrice Générale Adjointe,
Directrice Générale,
Division Internationale,
SUEZ



Ce qui est essentiel à nos yeux, c'est la durabilité des projets, ce qui exige la mobilisation des populations et le renforcement des compétences locales : ce sont des critères déterminants.

Dominique Pin,
Ingénieur des Arts
et Manufactures



Ce que nous attendons d'un projet, c'est qu'il atteigne progressivement son autonomie opérationnelle et financière, car c'est la condition sine qua non de sa pérennité. Nous sommes très attentifs à ce processus d'appropriation, qui doit être pensé et mis en œuvre dès le démarrage.

Jean-Marc Borello,
Président
du groupe SOS



Etre acteur de l'emploi local, de l'économie circulaire, être un groupe international nous confère une responsabilité dans la société civile. L'implication des collaborateurs qui mettent leurs expertises et leurs compétences au service des projets soutenus par le Fonds en est une belle expression.

Frédérique Raoult,
Directrice du
Développement durable et
de la Communication, SUEZ
Vice-Présidente
du Fonds SUEZ initiatives



Chaque année le nombre de demandes de soutien que nous recevons augmente, venant confirmer les attentes de la société civile vis-à-vis des entreprises. Prendre cet engagement de solidarité est notre mission. C'est aussi notre fierté.

Bertrand Camus,
Directeur Général
adjoint Eau Europe,
Directeur Général
Eau France, SUEZ



Soutenir un projet, c'est s'engager aux côtés de nos partenaires et de l'ensemble des parties prenantes, notamment locales, c'est s'investir dans un accompagnement et un suivi rigoureux, à toutes les étapes de mise en œuvre, et cela exige mobilisation et volonté dans la durée.

Jean-Marc Boursier,
Directeur Général Adjoint,
Recyclage et Valorisation
Europe, SUEZ



La finalité de tous les projets que nous soutenons est l'inclusion durable des personnes, avec leur implication. La question que nous devons nous poser est : en quoi ce projet renforce-t-il la capacité des individus à participer pleinement à la vie de leur communauté ou de leur société ; en quoi ce projet leur permet-il de pouvoir se construire une vie meilleure ?

Marie Trelu-Kane,
Présidente Exécutive
d'Unis-Cité,
Membre du Conseil
Economique, Social
et Environnemental



Lorsque nous sélectionnons les projets, nous sommes très attentifs à leur impact : apportent-ils une réponse efficace, viable et durable aux besoins des personnes, en France et dans les pays en développement ?

Bernard Guirkingier,
Administrateur de Lydec,
Délégué régional du
groupe SOS Région Est,
Vice-Président
du Fonds SUEZ initiatives



Chaque année
le nombre de demandes
de soutien
que nous recevons
augmente,
venant confirmer
les attentes de la société
civile vis-à-vis
des entreprises.

Bertrand Camus,
Directeur Général
adjoint Eau Europe,
Directeur Général
Eau France, SUEZ



2011 2016 6 ans d'engagement



24
millions
d'euros
sur six ans

990
projets
reçus

115
projets
sélectionnés

12%
des projets adressés
reçoivent le soutien
du Fonds SUEZ initiatives



accès aux services essentiels
pour les populations défavorisées

3 129 048

habitants directement concernés
par l'amélioration de leurs conditions de vie, la santé,
l'éducation, des activités génératrices de revenus
mais aussi des emplois pour pérenniser les ouvrages

64 000

enfants déchargés
de la corvée d'eau

38

ONG
partenaires

9 185 375

habitants indirectement concernés

63 547

enfants scolarisés
dont **31 010** filles

1 458 941

habitants sensibilisés
à l'hygiène et à l'assainissement

8 993

créations d'emplois
dont **5 114** pour les femmes

10 000

ouvrages hydrauliques
créés (château d'eau, puits, forages)

11 766

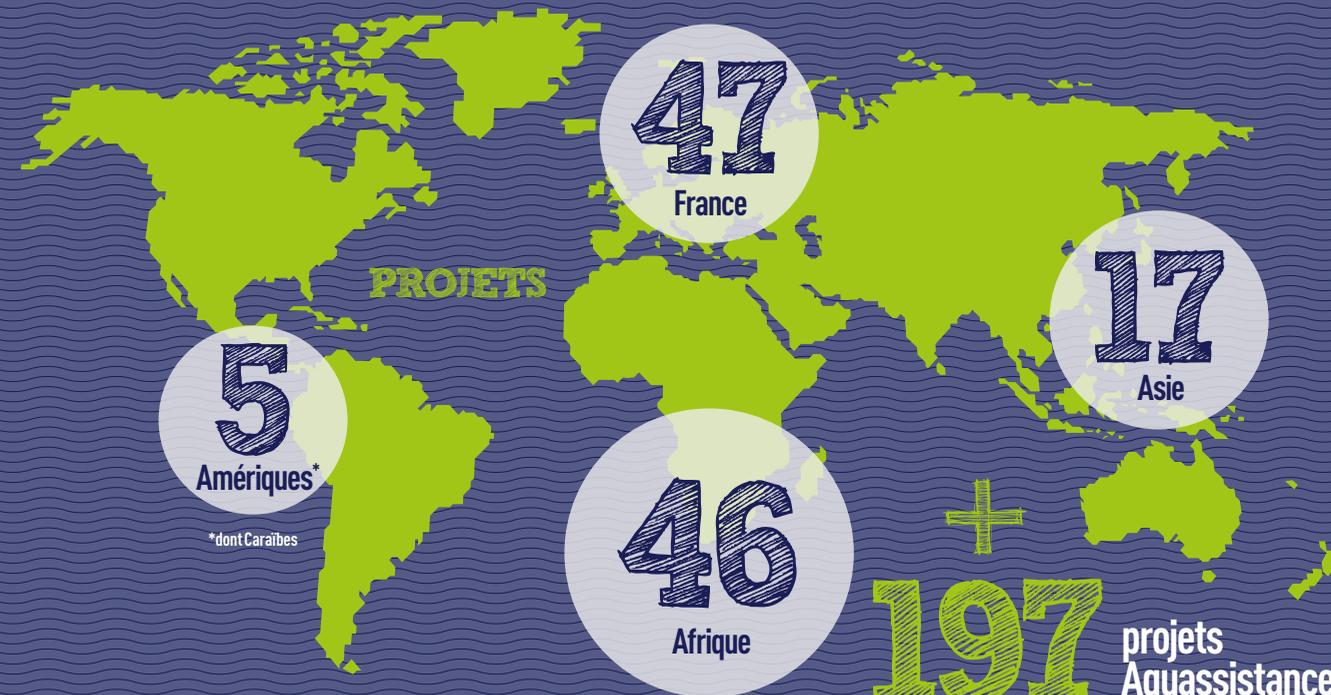
tonnes de déchets
collectés
(dont 10 509 tonnes
revalorisés)

30 000

latrines créées
(dont 3125 réhabilitées)

4 400

points d'eau et
branchements
(lave-mains, fontaines, bornes
fontaines, branchements)



insertion par l'emploi et la formation en France

17

associations
partenaires

1260

personnes
concernées

90

formations
soutenues

30

projets
soutenus

50

entreprises
créées



En 2017, le **Fonds SUEZ initiatives**
devient la **Fondation SUEZ**

37 PROJETS

6 NOUVEAUX
PARTENAIRES



développer l'accès
aux services essentiels
pour les populations
défavorisées des pays
en développement



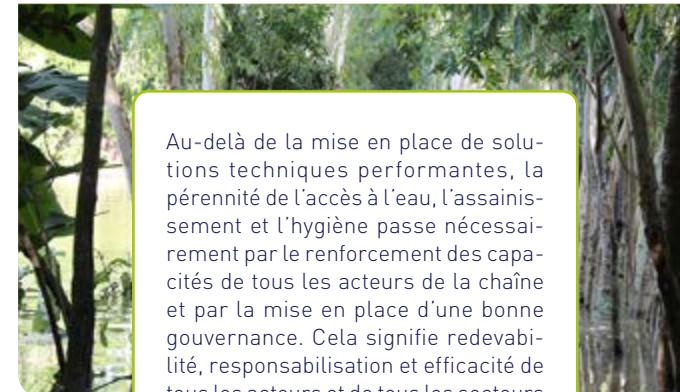
1



ENJEUX



L'accès à l'eau et l'assainissement est l'une des dix-sept grandes priorités de l'humanité



En 2015, l'ONU a fixé 17 Objectifs de Développement Durable, au sein desquels l'accès à l'eau et l'assainissement, considéré comme un droit fondamental, tient une place essentielle.

Une façon de rappeler que si les résultats des dernières décennies sont encourageants, ils restent insuffisants, surtout dans le domaine de l'assainissement.

Et de ré-affirmer que ce droit constitue une étape déterminante pour d'autres objectifs concernant la santé, l'éducation, l'égalité femmes-hommes, le développement vertueux et la préservation de l'environnement.

ACCÈS À L'EAU: UNE COURSE CONTRE LA MONTRE ET CONTRE LES INÉGALITÉS

Entre 2000 et 2015, 1,6 milliard de personnes, soit plus d'une sur quinze, ont vu leur accès à l'eau s'améliorer, et 1,2 milliard ont été raccordés à l'eau potable¹. Ces progrès sont remarquables mais insuffisants, selon Solidarités International², puisque la population mondiale s'est accrue dans le même temps de 1,2 milliard d'individus. Par ailleurs, selon l'OMS et l'UNICEF³, les chiffres cachent de grandes disparités géographiques, socioculturelles et économiques: globalement les zones urbaines et les populations aisées sont mieux loties que les zones rurales et les populations pauvres.

BRISER LE TABOU DE L'ACCÈS AUX TOILETTES

Aujourd'hui encore, plus d'un tiers de la population mondiale vit sans toilettes. Pourtant, rendre les toilettes accessibles à tous représenterait un gain à tous les niveaux: santé, nutrition, éducation, statut des femmes, environnement, croissance économique. Pour la Coalition Eau⁴, un collectif rassemblant 29 ONG du secteur, le sujet reste tabou aux yeux des Etats, des media et de l'opinion publique. D'où une absence de volonté politique, et donc un déficit de financements, dans les infrastructures comme dans les actions de sensibilisation - le lien réel entre maladies et manque de toilettes n'est toujours pas assimilé.

VERS UNE MOBILISATION GÉNÉRALE AU SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Pour stimuler la mise en œuvre et la réussite des objectifs définis par l'ONU, il faut la mobilisation et le soutien de tous: spécialistes, entrepreneurs, acteurs humanitaires et de développement; mais aussi, plus largement, politiques, investisseurs, et grand public. Le Fonds SUEZ initiatives s'inscrit dans cette dynamique.★

1/ Baromètre 2016 de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, Solidarités International: http://www.solidarites.org/phocadownload/publications/publications_techniques/solidarites_2016_barometre-eau_web.pdf
2/ Ibid.
3/ Rapport OMS-UNICEF: Progress on drinking water and sanitation: 2015 update
4/ Ibid.

Avec le Fonds SUEZ initiatives, nous sommes partenaires depuis six ans. Les projets soutenus portent sur la construction de puits pour les populations nomades et sédentaires. Avec les puits villageois, la corvée d'eau a été réduite compte tenu de la proximité d'une source d'eau. Avec ce temps gagné, une école a été construite, les enfants vont à l'école et les femmes ont pris leur destin en main, une coopérative féminine a vu le jour. Grâce aux puits maraichers, les anciens combattants sont devenus agriculteurs, et grâce aux puits pastoraux, les points d'eau pour les Touaregs ont été multipliés, leur permettant de conserver leur mode de vie. Apporter l'eau, c'est apporter la paix.

Christel Pernet, Présidente Les Puits du Désert



Au-delà de la mise en place de solutions techniques performantes, la pérennité de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène passe nécessairement par le renforcement des capacités de tous les acteurs de la chaîne et par la mise en place d'une bonne gouvernance. Cela signifie redevabilité, responsabilisation et efficacité de tous les acteurs et de tous les secteurs concernés, organisation de leur coopération, inclusion et participation de tous, y compris les plus marginalisés.

Jean-Marc Boursier, Directeur Général Adjoint, Recyclage et Valorisation Europe, SUEZ, Administrateur du Fonds SUEZ initiatives



La stratégie de la Croix-Rouge française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement s'inscrit dans une approche intégrée du développement, embrassant l'ensemble des besoins humanitaires (nutrition, santé, sécurité alimentaire, eau et assainissement, réduction des risques de catastrophes...), et visant à renforcer la résilience des populations, en les accompagnant au mieux sur le chemin de l'autonomisation.

Jean-Jacques Eledjam, Président de la Croix-Rouge française



Les villes du Sud connaissent une forte croissance démographique donnant naissance à une prolifération de quartiers informels en marge des centres urbains. L'accès à l'eau et l'assainissement suit difficilement ces rythmes et ces modes de croissance. D'autant plus que les habitants de ces quartiers pauvres et vulnérables sont peu destinataires des services urbains, des services conventionnels, souvent au profit de la mise en place de services alternatifs nés sur le terrain. Dans ce contexte, les solutions durables restent encore à construire ou consolider.

Bertrand Camus, Directeur Général adjoint Eau Europe, Directeur Général Eau France, SUEZ





Quand les enfants décident, les choses bougent



Inséré dans un programme global, ce projet soutenu par le Fonds SUEZ initiatives répond à une problématique majeure en matière d'hygiène mais aussi d'éducation : l'accès à des toilettes à l'école. Il s'accompagne d'un programme de sensibilisation à l'hygiène.



TOGO

2016-2018 (2 ANS)

UNICEF

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

scolaire, et qui illustre la méthode préconisée par l'UNICEF pour réussir durablement ses interventions en milieu scolaire: **susciter la prise de conscience et la mobilisation des premiers intéressés, enfants, familles, communautés et autorités locales.**

Le programme soutenu par le Fonds SUEZ initiatives vise quinze écoles situées dans les régions déshéritées des Plateaux, des Savanes et de la Kara. Il prévoit la réalisation de forages équipés de pompes à motricité humaine ou solaire avec un support et un réservoir; la construction de latrines écologiques équipées de dispositifs de lavage des mains adaptés aux besoins des enfants vivant avec un handicap; la mise à disposition de gourdes individuelles; la formation des Gouvernements d'enfants sur la promotion de l'hygiène en milieu scolaire; enfin la formation/sensibilisation des Comités de Gestion des Ecoles Publiques (COGEP), pour la gestion des forages, la construction des citernes et des latrines ainsi

que leur maintenance. **Autant d'actions qui devraient améliorer significativement la santé et la scolarité de 4 500 élèves, notamment des filles,** et plus largement bénéficier à près de 4 000 personnes des communautés avoisinantes. ★



Jean-Pierre Maugendre, Directeur de Projet Développement Durable, SUEZ, Référent du projet



L'accès à l'eau, un enjeu pour la scolarisation des filles



Relever le défi sanitaire de la défécation à l'air libre



BURKINA FASO

2016-2017 (2 ANS)

SOS SAHEL

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

En 2006, le Gouvernement burkinabé a confié aux communes la responsabilité de mettre en œuvre son Plan National pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement (PN-AE-PA 2006-2015) qui devait permettre à 50 % de la population de bénéficier de ces services de base. Un véritable défi, sachant que les communes ne disposent ni de services municipaux d'assainissement, ni de moyens financiers et humains qualifiés. Et que, au niveau national, 6 ménages sur 10 continuent de pratiquer la défécation à l'air libre (DAL).

SOS Sahel a décidé de s'attaquer à cette problématique sanitaire et humaine en proposant **des solutions innovantes, mises en œuvre en synergie avec les programmes gouvernementaux.** Le projet, qui cible les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins, s'articule autour de trois axes: confier le pilotage du projet à des organes locaux représentatifs et formés; construire 2000 latrines familiales et 900 puits; susciter un changement des comportements en sensibilisant les habitants sur les problèmes de santé liés à la déféca-

tion à l'air libre et au déversement des eaux usées. Pour cela, **le projet s'appuie sur environ 185 Sanyaton, des clubs d'hygiène et d'assainissement composés principalement de femmes et de relais communautaires de santé,** choisis par l'assemblée villageoise. À charge pour eux d'organiser des causeries éducatives, des ciné-débats, des visites à domicile (latrines) ou bien encore des journées d'information et de sensibilisation, avec les caravanes d'assainissement qui sillonnent les communes... Testé pour la première fois au Burkina Faso, le dispositif pourrait être diffusé à une large échelle comme une référence de bonnes pratiques.

Les caravanes d'assainissement sillonnent les communes pour sensibiliser à l'hygiène.

Créée il y a près de 40 ans, l'ONG SOS SAHEL a pour vocation d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables en zones rurales du Sénégal à Djibouti. Composante essentielle de la sécurité alimentaire, l'eau est au cœur de sa mission, avec notamment la promotion de l'assainissement et des bonnes pratiques d'hygiène. ★



Les clubs d'hygiène et d'assainissement sont principalement composés de femmes





PROJETS

Les communautés au cœur des projets d'accès aux services essentiels



BURKINA FASO

2013-2016 (4 ANS)
2011-2016 (5 ANS)

ACTION CONTRE LA FAIM



Les villageois découvrent le fonctionnement des nouvelles infrastructures

Le combat d'Action Contre la Faim, qui vise à éradiquer la faim de manière globale et durable dans le monde, passe par la mise en œuvre de programmes multisectoriels qui intègrent les questions d'accès aux services essentiels et s'appuient sur l'engagement des populations. C'est cette stratégie qui sous-tend les projets que l'ONG mène au Burkina Faso, en lien avec les programmes gouvernementaux.

Un premier programme d'envergure, sur 4 ans, et aujourd'hui terminé, visait à « Mobiliser les acteurs locaux en Eau, Assainissement et Hygiène, pour la réalisation des Objectifs du Millénaire dans la Tapoa », via la **mise en œuvre, dans 8 communes, d'actions très concrètes impliquant tous les acteurs communautaires**. En amont, trois plans communaux de développement ont été élaborés et tout au long du projet ont été organisés des visites, des ateliers et

des sessions de formation. La mise en œuvre et le suivi de la construction et la réhabilitation des infrastructures (88 forages construits, 112 réhabilités) ont été un élément clef du volet eau potable. Le renforcement de la gouvernance s'est opéré par la formation de 200 comités communaux de l'eau et de l'assainissement, accompagnée de la formation des responsables locaux sur la gestion financière administrative et technique, la maîtrise d'ouvrage... Garantie de durabilité, l'organisation et la formation de la filière de maintenance étaient incluses au projet.

Le Fonds SUEZ initiatives soutient également le projet d'ACF d'« Appui à la gouvernance locale d'un projet de gestion intégrée de l'assainissement écologique », dans les zones pauvres de cinq arrondissements périurbains de Ouagadougou. **L'émergence d'initiatives privées dans le domaine de l'assainissement est utilisée pour développer et ancrer le service**. Au programme : réa-



lisation, avec l'implication active des autorités communales, de 850 latrines améliorées dans les écoles et centres de santé, et 800 douches-puisards ; identification, formation et développement d'une filière assainissement écologique, mobilisant 300 petits entrepreneurs locaux et promotion de l'hygiène et du service auprès de 22 500 personnes. ★



Des outils pédagogiques adaptés pour sensibiliser les habitants



Parce que l'eau est à la source de tous les enjeux de développement



Un programme qui requiert la participation de tous



BURKINA FASO

2014-2016 (4 ANS)

SECOURS CATHOLIQUE

Le Secours Catholique – Caritas France a démarré en 2012 un projet d'hydraulique, d'assainissement et d'éducation environnementale ciblant **8 communes rurales du Burkina Faso, soit 45 000 personnes**. Le pilotage du projet au Burkina est assuré par le Secrétariat Exécutif National de l'OCADES Caritas Burkina, un partenaire de longue date du Secours Catholique, tandis que l'exécution sur le terrain est confiée aux diocèses de Kaya, Koupéla, Manga et Ouagadougou. Une solide organisation qui, pour

être durablement efficace, requiert impérativement le renforcement des capacités et la responsabilisation de tous les acteurs locaux : représentants des communautés, associations d'usagers de l'eau et artisans réparateurs.

Le projet est aujourd'hui terminé, avec un taux d'atteinte des objectifs élevé. Côté infrastructures, **100% des ouvrages d'accès à l'eau ont été réalisés et contrôlés, soit 40 nouveaux forages et 110 réhabilitations; et près de 900 latrines familiales ont été construites et contrôlées**. Côté renforcement des connaissances et des pratiques en hygiène et assainissement, un ensemble de réunions publiques et de visites à domicile a été organisé, tandis que **42 relais villageois ont été formés** pour faire de la sensibilisation. Côté renforcement de la gouvernance locale, les représentants locaux ont été formés, des associations d'usagers de l'eau (AUE) ont été constituées et formées dans tous les villages, et un guide a été réalisé à leur inten-

tion; le système de maintenance des ouvrages a été mis en place, avec notamment la fixation du prix de l'eau ; **tous les artisans nécessaires à la mise en œuvre des systèmes de maintenance ont été recrutés, équipés et formés**.

Enfin, concernant la protection de l'environnement, **1 000 enfants se sont vus confier des plants**



45 000 personnes de 8 communes rurales
40 nouveaux forages
110 réhabilitations
900 latrines familiales construites et contrôlées
42 relais villageois formés

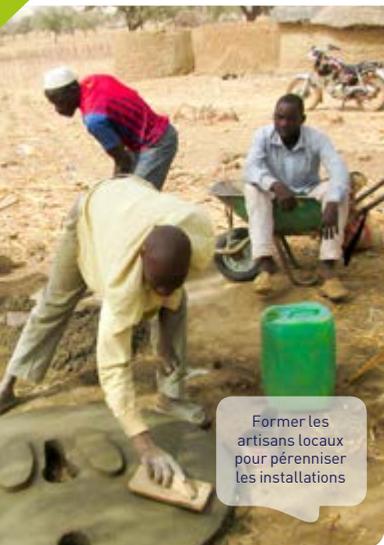
d'arbres, à charge pour eux de les planter et les entretenir, sous la houlette des agents forestiers et des animateurs du projet. ★



Les enfants sont responsables des arbres qu'ils ont plantés



Quand les communautés locales s'impliquent



Former les artisans locaux pour pérenniser les installations



BURKINA FASO
2015-2017 (3 ANS)

MORIJA

L'association Morija, créée à la fin des années 70 en réaction à la famine en Ethiopie, conduit aujourd'hui dans quatre pays d'Afrique, dont le Burkina Faso, des programmes transversaux de lutte contre la pauvreté axés de façon complémentaire sur la nutrition, l'accès

à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et le développement rural. C'est ainsi que début 2015, l'association a démarré le programme Colibri, qui **cible les 60 000 habitants de la commune périurbaine de Nobéré, située à une centaine de kilomètres de Ouagadougou.**

Le volet Eau-Assainissement-Hygiène prévoit, pour le volet eau, la construction de 20 forages équipés de pompe, la réhabilitation de 20 points d'eau, et pour l'assainissement, la construction de 565 latrines à usage familial, 11 latrines scolaires et 33 lave-mains. Autant de réalisations dont la pérennité suppose un long travail de renforcement

des compétences des instances locales, en particulier de la Mairie et des 28 AUE (Associations des Usagers de l'Eau) en charge de la gestion du service. Et l'implication active de tous les acteurs de changement : autorités coutumières, Comités Villageois de Développement, groupements de femmes, promoteurs d'hygiène, maçons villageois, éducateurs, enfants, associations de parents d'élèves...

À cet égard, Morija se félicite de constater **un réel dynamisme des communautés locales dans la mise en œuvre dû à l'approche inclusive et communautaire** lors de la définition du programme. ★

Un bouli maraîcher pour Saouga



BURKINA FASO
2013-2017 (5 ANS)

DAA

Le « bouli » est une **mare artificielle creusée pour récupérer les eaux de ruissellement**, et ainsi sécuriser l'approvisionnement régulier en eau et développer en périphérie des cultures maraîchères et céréalières. Au tournant des années 90, sous l'impulsion du Père Arnet, président de l'association savoyarde DAA (Découvrir Analyser Agir), l'UFC (Union Fraternelle des Croissants) de Gorom-Gorom, une

petite ville du Sahel burkinabé, a réalisé 6 boulis. L'association relance aujourd'hui l'activité, qui avait été stoppée faute de financements, aux côtés de l'UFC et des villageois. Un premier bouli d'une capacité de 30 000 m³ a été construit à Saouga. Amélioration de l'alimentation, émancipation économique des femmes grâce à la production et la vente des légumes, lutte contre la désertification : autant de **bénéfices pour les 50 familles qui exploitent les parcelles** autour du bouli et réparties en 5 groupements maraîchers, et plus largement pour les 4 000 habitants du village. ★

Pour un assainissement familial durable



BURKINA FASO
2014-2017 (4 ANS)

EAU VIVE

Au Burkina Faso, Eau Vive mène un projet sur 4 ans de promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'appui aux initiatives locales en faveur de l'assainissement familial dans 10 communes des provinces de Balé, Mouhoun et Tuy, soit **290 000 habitants directement concernés.**

À terme, le taux de couverture en latrines conformes devrait pas-

ser de 20% à 63%. Le programme prévoit la construction de latrines améliorées pour 12 000 ménages, la fourniture de modèles de toilettes innovantes à faible coût pour 500 ménages et la mise en place de systèmes d'évacuation d'eau pour 2 000 ménages.

Parallèlement le programme comprend le déploiement d'un ensemble d'actions d'information, de sensibilisation et de formation, à destination de tous les acteurs de la chaîne de l'assainissement : habitants, enseignants, artisans, conseils villageois de développement, hygiénistes, services techniques de l'Etat. ★



Un réseau d'adduction d'eau multi-villages



Les femmes sont libérées des longues corvées d'eau



MAURITANIE
2015-2016 (2 ANS)

AIJC

L'association AIJC (Action Internationale Jumelage Coopération), qui porte depuis 30 ans des projets de développement en Mauritanie, assure la gestion et l'animation des actions de solidarité internationale de la ville de Dardilly (69), en France. Elle pilote dans ce cadre

la réalisation d'un système d'adduction d'eau potable (AEP) dans 3 villages de la commune de Debaye El Hijaj, ainsi que la mise en œuvre d'actions visant à renforcer les capacités des acteurs locaux.

Aujourd'hui, avec le soutien du Fonds SUEZ initiatives, le dispositif est opérationnel : les ouvrages offrent de l'eau de manière pérenne en qualité et quantité suffisantes aux usagers grâce à la réalisation d'un forage de 69 mètres équipé d'un générateur solaire de 5 520 W et d'une pompe solaire pouvant débiter 72 m³/jour et l'installation d'un réseau de tubes d'adduction d'une longueur totale de

2 326 mètres distribuant l'eau à 6 bornes fontaines ; le Comité de l'eau qui regroupe des représentants des 3 villages est en mesure de suivre et contrôler le déroulement des travaux et les opérations d'exploitation-maintenance ; la gestion et la maintenance sont maîtrisées localement pour les actions récurrentes (un gérant, un technicien et 6 fontainières) ; enfin le comité de l'eau organise régulièrement des actions de sensibilisation, notamment dans les écoles.

Pour AIJC, cette réussite constitue un retour d'expérience supplémentaire dans la mise en œuvre de ses futurs projets. ★

De l'eau pour le douar d'El Hamri



MAROC
2014-2018 (5 ANS)

AFEMAC

L'AFEMAC (Association France et Maroc au Cœur) agit, via ses deux antennes en France et au Maroc, sur des programmes de développement humain et de lutte contre la pauvreté. Au Maroc, elle intervient dans le douar d'El Hamri, situé sur la commune de Mzouda, une zone aride en voie de désertification, où l'accès à l'eau et l'assainissement est très déficitaire : faute d'irrigation, disparition de l'agri-

culture familiale et maraîchère au profit d'une monoculture (blé et orge) aux rendements faibles et très variables ; absence de systèmes d'assainissement liquide collectif et de gestion des déchets ; sous-équipement des écoles en sanitaires ; taux d'accès à l'eau potable insuffisant ; etc.

Résultat : un fort taux de pauvreté. Et une urgence pour AFEMAC : mettre en place une gestion intégrée de l'eau. Après des études préliminaires, le programme a démarré en 2016. Le renforcement du réseau d'accès à l'eau potable des trois douars de Tamatoust-El Hamri-Tazad devrait être effectif en 2018. Fin

2016, la réhabilitation des blocs sanitaires de 4 écoles était finalisée et 2 écoles supplémentaires seront équipées mi-2017.

Le projet intègre également la mise en œuvre d'un dispositif d'irrigation sur un terrain de 1,5 ha qui comprend déjà forage, bassin de rétention, château d'eau, local technique et pompage solaire. Enfin, le projet prévoit à terme l'ouverture d'un centre d'éducation à l'environnement. ★

La gouvernance de ce projet, avec l'implication de l'Office National de l'Eau, garantit sa pérennité du fait de l'implication de tous les acteurs locaux.



Khaled Odeh,
Technical Performance Manager, SUEZ, Référent du projet



Sensibiliser, mobiliser et former 65 000 habitants de la région de Koulikoro



Susciter le changement de comportement des familles



Comprendre le système d'épuration des eaux usées



MALI

2015-2017 (3 ANS)

EAU VIVE



Chacun doit devenir acteur et promoteur du projet

Le deuxième Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau et l'Assainissement (PACTEA II) a officiellement été lancé par le Gouvernement du Mali et l'Union Européenne le 28 avril 2016 pour une durée de cinq ans. L'objectif est de contribuer à l'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans quatre régions du Mali (Sikasso, Koulikoro, Ségou et Tombouctou) par la mise en place d'un service public de l'eau et de l'assainissement durable. Et ainsi de porter de 25 à 43% le taux de la population correctement approvisionnée en eau potable.

C'est dans ce cadre que l'ONG Eau Vive, engagée depuis près de 40 ans au service des populations africaines, met en œuvre un projet ciblant les habitants de 20 centres de la région de Koulikoro, soit 65 000 personnes. **L'approche préconisée par Eau Vive privilégie les actions visant à garantir l'appropriation locale, susciter le changement de comportement des habitants et renforcer les capacités des acteurs locaux.** Femmes, enfants, enseignants et directeurs d'écoles, clubs d'hygiène scolaire et associations de parents d'élèves, agents de santé et hygiénistes communautaires, associations

d'usagers de l'eau, comités de gestion des points d'eau, comités d'assainissement,... : ce sont tous les membres de la communauté qui sont impliqués, sensibilisés, mobilisés et formés, l'objectif étant que chacun devienne à son niveau acteur et promoteur du projet. C'est sur cette base incontournable que sera assurée la pérennité de l'usage et de l'entretien des 429 latrines familiales et 142 latrines publiques dont la construction est prévue dans le programme. ✪

Ce projet intègre bien l'accompagnement et la mobilisation de tous les acteurs et les structures locales existantes : mise en place de comités des villageois, sensibilisation des enseignants, accompagnement de la maîtrise d'ouvrage.



Emmanuelle Oppeneau, Responsable du pôle Environnement, SUEZ Eau France, Référente du projet



Lutter contre l'insalubrité des quartiers précaires du district d'Abidjan



COTE D'IVOIRE

2013-2017 (5 ANS)

ACTED

Prolifération inquiétante des maladies hydriques, insalubrité chronique des rues, absence de système fiable de gestion des eaux usées et des ordures : c'est pour **lutter contre cette situation sanitaire très tendue** que ACTED a engagé un programme dans trois quartiers pré-

caires, représentant plus de 1 500 ménages (**13 500 habitants directs**), dont environ 200 personnes pratiquant le maraîchage péri-urbain. Le projet s'articule autour de quatre axes : construction de 308 dispositifs de lavage de mains et 308 latrines écologiques (ECOSAN) dans 150 cours privées (regroupant chacune 4 à 6 ménages composés de 6 à 7 personnes) et un groupe scolaire, avec l'équipement et formation de 3 TPE (Très Petites Entreprises) d'assainissement, gérant une filière de collecte, transport, stockage, traitement et réutilisation des sous-produits d'assainissement ; construction d'un Réseau d'Égouts à Faible Diamètre (REFAID), incluant l'épuration des

eaux usées pour 150 cours communes et un groupe scolaire. Pour le volet déchets, la collecte des ordures avec 15 pré-collecteurs formés et la signature de protocoles d'accords entre les TPE et les mairies consolident le dispositif. Des actions de sensibilisation, de mobilisation et la diffusion des bonnes pratiques d'hygiène et d'entretien des ouvrages auprès des ménages et des maraîchers est également intégré au projet. **«Aujourd'hui, le bilan est positif : un quartier est parfaitement autonome et un autre en passe de l'être. Ce n'est pas du 100% mais c'est déjà une belle réussite»** confie Jérémy Lescot, Responsable pays d'ACTED en Côte d'Ivoire. ✪



SENEGAL

2015-2016 (18 MOIS)

AMREF

En 2012, l'AMREF, première ONG de santé publique en Afrique, a lancé, à l'issue d'un processus d'échanges avec le Ministère de la Santé et de l'Éducation du Sénégal, le programme «Écoles Santé» visant à **améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des enfants de 13 des 41 écoles ciblées**, considérées comme prioritaires, pour leur garantir une éducation de qualité. Le projet s'articule autour de trois

Eau, santé et éducation

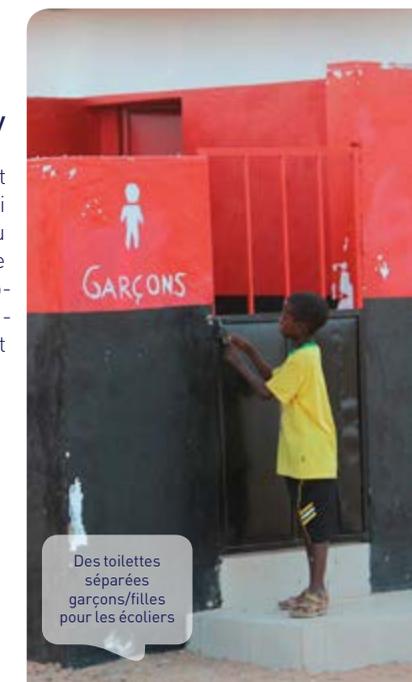
volets : un volet technique, un volet éducationnel et un volet accès aux soins, et propose un ensemble de services comprenant des infrastructures sanitaires et hydrauliques, des services de prévention, enfin des activités éducatives et récréatives sur les bonnes pratiques en matière de santé, de nutrition et d'environnement.

Fort de la réussite de ce programme, l'AMREF a décidé de solliciter l'expertise technique d'Aquassistance pour l'élargir aux communautés sans se limiter aux écoles, dans 3 villages ruraux de Dianke Makhan (département de Goudiry, région de Tambacounda). Le projet **soutenu par le Fonds SUEZ initiatives porte sur 3 vil-**

lages du département de Goudiry (**2800 habitants, 3 écoles**).

L'AMREF est particulièrement sensible au sort des fillettes qui sont les premières victimes du manque d'accès à l'eau, puisque ce sont elles qui en assurent majoritairement la collecte au quotidien, au détriment de leur santé et de leur assiduité à l'école. ✪

AMREF, première ONG de santé publique en Afrique



Des toilettes séparées garçons/filles pour les écoliers



Avec l'eau, une nouvelle histoire s'écrit



Les travaux de construction sont terminés



L'accès à l'eau, un enjeu vital au Sud du Niger

croix-rouge française

NIGER

2011-2016 (5 ANS)

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

La région de Zinder, au sud du Niger, se caractérise par un taux de couverture des besoins en eau potable voisin de 63%, et un taux d'assainissement de base de 6,7% seulement. C'est dans ce contexte que les Croix-Rouge française et nigérienne ont mis en œuvre en 2012, soutenues par le Fonds, un programme d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 69 villages des départements de Tanout et Magaria. Ce programme portait sur la construction ou la réhabilitation de 48 infrastructures hydrauliques, de 3 000 latrines familiales, et de 150 blocs de latrines

scolaires. Des sessions de sensibilisation et de promotion de l'hygiène, ciblées selon les besoins de chaque village, et s'appuyant sur les animateurs du projet, les comités villageois de salubrité, les artisans et les clubs d'hygiène dans les écoles ont également été menées ainsi que des campagnes dans les médias locaux. Le renforcement des capacités des acteurs institutionnels (communes et services techniques déconcentrés) ainsi que la création de 61 comités de gestion, chargés de maintenir et entretenir les infrastructures, en lien avec les artisans réparateurs formés, ont été mis en place, grâce à l'argent collecté auprès des usagers. **Autant d'actions qui ont été menées avec succès, dans un contexte sécuritaire fragile au Niger**, qui a amené la Croix-Rouge à établir une veille continue, incluant la mise en place de mesures préventives. Au-delà de ces réalisations, la Croix-Rouge française rappelle que l'accès à l'eau potable et à

l'assainissement demeure un enjeu crucial dans la région et à l'échelle nationale, **puisque aujourd'hui encore 1 Nigérien sur 2 n'a pas accès à l'eau potable et seulement 2 Nigériens sur 10 ont accès à un système d'assainissement amélioré.** Les témoignages parlent d'eux-mêmes. ★



Il n'y a pas d'aussi grande fortune que l'eau qui nous a été offerte. Tout ce qui a été fait, nous essayons de le préserver.

Chacun de nous donne une cotisation de 100 CFA (0,15€) par mois et nous avons fixé le prix du bidon à 15 CFA (0,02€).

Kada Kato, Chef de village

Oumarou Issa, Responsable Croix-Rouge nigérienne

L'aide ne va pas durer tout le temps, il faut que les gens apprennent à se prendre en charge eux-mêmes.



Apporter l'eau, c'est apporter la vie et la paix



NIGER

2014-2016 (2 ANS)

2016-2019 (3 ANS)

PUITS DU DESERT

« Si j'évalue aujourd'hui nos réalisations, je ne peux que me féliciter du travail exceptionnel effectué depuis douze ans par notre association! », s'enthousiasme Christel Pernet, la Présidente-Fondatrice de l'Association Les Puits du Désert. **« Nous avons pu, en étroite coopération avec notre partenaire local, l'ONG Tidène, dans le cadre du soutien au développement pour les populations de la vallée de Tidène au Niger et, bien au-delà, de la région d'Agadez et d'Aderbissinat, réaliser un nombre total de 250 puits ».** Au départ, une conviction, partagée par Christel Pernet et Mohamed Ixa, président de l'ONG Tidène : « Un puits, c'est la vie ! ». Et un objectif ambitieux : construire ou réhabiliter 400 puits (puits villageois, puits maraîchers, puits pastoraux). Grâce à quoi, aujourd'hui, plus de 60 000 personnes ont accès à une eau de qualité et ont bâti des jardins maraîchers, pour leur consommation et pour la vente de leur surplus, et peuvent abreuver

quelques 300 000 animaux, l'élevage étant une activité majeure pour les Touaregs. Les enfants, partiellement libérés de la corvée d'eau, peuvent aller à l'école, et les femmes se sont constituées en coopérative pour conditionner et vendre leur production au marché. Un puits, c'est aussi la paix dans cette zone qui été le théâtre de violentes rébellions au sein des populations Touaregs et où la situation sécuritaire reste fragile. Convaincue que le problème n'est pas politique mais économique, l'association a démarré en 2013 **un projet intitulé « Sécurité et développement ».** Pour les années 2016-2019, 2nde phase du programme, il est prévu la construction de 5 nouveaux puits villageois desservant 10 000 personnes et de 20 puits maraîchers alimentant 60 jardins avec leur réseau d'irrigation améliorée, ainsi que des formations à l'hygiène et aux activités maraîchères. **L'impact en terme de sécurité et de pacification de la zone semble avéré,** puisque depuis le démarrage du projet, aucun acte de banditisme n'a été relevé. La zone est calme et stabilisée, les jeunes n'ont plus de raison de vouloir s'exiler ou revendiquer. ★



Grâce à l'eau, la vie des habitants est transformée



250 puits réalisés dans le cadre du soutien au développement



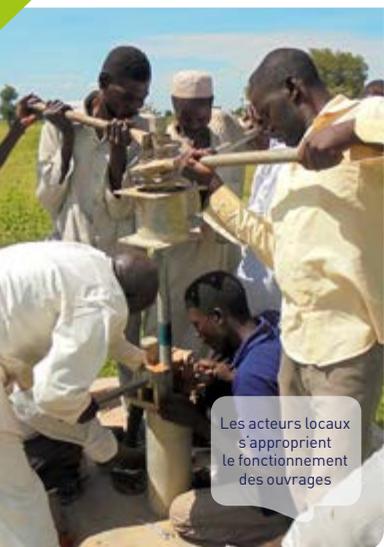
PROJETS

Organiser le transfert de compétences et de responsabilités



SOUDAN
2015-2017 (2 ANS)

**TRIANGLE
GENERATION
HUMANITAIRE**



Les acteurs locaux s'approprient le fonctionnement des ouvrages

L'association Triangle Génération Humanaire (TGH) a démarré ses interventions au Darfour en 2004, un an après le début du conflit, choisissant d'al-

ler hors des grandes villes et des circuits humanitaires pour travailler, notamment dans les localités isolées de Bindizi, Mukjar et Um Dukhun. Dans tous ses programmes eau/assainissement/hygiène et sécurité alimentaire, TGH veille à organiser le transfert de compétences et de responsabilités aux acteurs locaux afin qu'ils soient en mesure de fournir et gérer de manière durable les services de base.

Dans ce cadre, TGH pilote un projet visant à **renforcer les compétences techniques, organisationnelles et pédagogiques de 12 agents du Département de l'Eau et de l'Assainissement** (WES - Water and Environmental Sanitation Department) et de **120 membres des Comités de Gestion de l'eau (CGE)** nouvellement créés, dont 40% de femmes, l'objectif étant d'organiser leur coopération et de consolider leur légitimité et leur efficacité auprès des communautés. Le programme prévoit aussi de confier à 50 personnes la création d'activités (maintenance des ouvrages, transport d'eau potable, collecte de déchets...) qui contribuent à l'entretien et la maintenance des infrastructures d'accès à l'eau. Au final, **ce programme bénéficiera aux 91 000 habitants de la région.** ★



L'eau potable hors des villes

MADAGASCAR
2014-2017 (3 ANS)

1001FONTAINES

tra-violet avec une alimentation par énergie solaire. 1001fontaines intervient notamment à Madagascar, en partenariat avec l'ONG locale Ranontsika, dans **18 communes de la région d'Analanjirifo et Atsinanana**, et plus globalement travaille à pérenniser sa présence à Madagascar. ★



1001fontaines a mis au point un modèle d'accès à l'eau par le développement de l'entrepreneuriat social, visant à **recruter, former, équiper et soutenir des petits entrepreneurs locaux autonomes**, capables de distribuer au coût le plus bas une eau de boisson totalement saine, conditionnée en bonbonnes ou en jerricanes. Le procédé de fabrication repose sur l'utilisation de l'eau de surface ou de puits de faible profondeur et le recours à la désinfection par ul-

Des bornes-fontaines dans les banlieues d'Antanarivo et Tamatave

MADAGASCAR
2013-2016 (3 ANS)

ROTARY CLUB

Le Fonds SUEZ initiatives soutient un projet de l'antenne du Rotary malgache d'Antanarivo-Mahamasina visant initialement à **construire 30 bornes fontaines, dont 20 dans la ville d'Antananarivo, et 10 dans la ville de Tamatave** (en lien avec le Rotary Club de Tamatave). Le programme a démarré avec un processus d'identification des zones bénéficiaires mené avec les responsables des Communes urbaines. Parmi les critères de choix,

le constat d'une réelle **carence de la distribution d'eau, et la volonté des bénéficiaires de s'investir durablement et collectivement** dans la gestion de la distribution et la maintenance des ouvrages. Sur cette base, une convention a ensuite été signée avec le Ministère de l'Eau. À ce jour toutes les bornes fontaines sont construites et fonctionnelles. Trois d'entre elles ont été officiellement inaugurées à Antananarivo, et à Tamatave l'inauguration aura lieu prochainement. ★



Vers une offre professionnelle de maintenance des points d'eau en zone rurale



Les artisans-réparateurs locaux se forment



Du matériel de qualité pour un travail très professionnel



MALAWI
2014-2016 (2 ANS)
2016-2018 (2 ANS)

INTER AIDE

turer et pérenniser une offre professionnelle de maintenance des points d'eau au Malawi.

En 2016, Inter Aide a démarré un programme ciblant 9 districts, pour répondre à la demande des usagers, des autorités locales, et d'autres ONG dont l'action est concentrée sur la construction des ouvrages. Premier volet: **le développement de réseaux d'artisans-réparateurs**, techniciens locaux indépendants, choisis au sein des communautés pour leurs compétences techniques, leur motivation et leur localisation géographique; **et de réseaux de revendeurs indépendants de pièces détachées**, sélectionnés parmi les petits commerçants locaux (épiceries, revendeurs d'outillage, de pièces détachées de vélos...). Les opérateurs sont formés sur les plans technique et organisationnel en collaboration avec les agents locaux des services d'eau. Pour les pièces détachées, les revendeurs se fournissent dans un premier temps dans les dépôts gérés par Inter

Aide et son partenaire BASEDA, puis la chaîne d'approvisionnement est progressivement transférée au secteur privé (grossistes nationaux et entreprise locale RUWASO partenaire du projet).

Le deuxième volet du programme vise à **intégrer progressivement cette nouvelle filière dans un cadre institutionnel officiel** en en confiant le suivi et la gestion aux autorités compétentes. L'objectif à terme étant de solidement asseoir la reconnaissance locale et l'autonomie des opérateurs de maintenance part-



naires, afin de favoriser la viabilité et la pérennité économiques de leur activité. ★

Au-delà de la création de forages, c'est bien la mise en place d'un réseau de réparateurs et d'approvisionnement du matériel qui garantit la durabilité de l'accès à l'eau potable.

Yannick Bonhomme,
Expert senior Gestion Clientèle & Eau Non Facturée, SUEZ Eau France,
Réfèrent du Projet





Une eau de qualité pour l'hôpital pédiatrique de Kaboul



La chaîne de l'espoir

AFGHANISTAN

2015-2016 (2 ANS)

LA CHAÎNE DE L'ESPOIR



Le Pôle Mère-Enfant de l'IMFE de Kaboul a ouvert cette année

En Afghanistan, deux femmes sur trois accouchent sans assistance qualifiée, souvent dans des conditions d'hygiène dramatiques, et une sur 32 mourra en donnant la vie. Les besoins sont colossaux en gynécologie-obstétrique et en néonatalogie. C'est dans ce contexte que La Chaîne de l'Espoir, une association qui depuis 1994 agit dans le monde entier pour donner aux enfants démunis accès aux soins et à l'éducation, a décidé d'ouvrir en 2016 un Pôle Mère-Enfant au sein de l'Ins-

titut Médical Français pour l'Enfant (IMFE) qu'elle pilote à Kaboul. Un programme d'envergure avec 6 salles de naissance, 2 salles d'opération, 55 lits d'hospitalisation, 14 lits de néonatalogie pour prématurés et une fréquentation de 150 consultations / jour. Et qui va plus que doubler les besoins en eau de l'établissement, qui devraient passer de 70 à 150 m³/jour. Un surcroît impossible à supporter pour la ville de Kaboul, qui jusque-là assurait l'approvisionnement de l'hôpital dans

des conditions de qualité et fiabilité variables, en raison de la disponibilité de la ressource et de la pollution superficielle croissante des sols.

Or la qualité de l'eau est déterminante pour un hôpital, surtout quand il est destiné à recevoir des nourrissons et des enfants. L'IFME a donc pris la décision de «sourcer» l'intégralité de ses nouveaux besoins, soit 150 m³/jour, dès l'ouverture du nouveau Pôle Mère-Enfant, en utilisant le puits indépendant qui a récemment été foré à 180m de profondeur sur le terrain de l'hôpital. Toutefois, l'analyse de l'eau du puits a permis de déceler plusieurs non-conformités. Le projet prévoit donc, avec le soutien du Fonds SUEZ initiatives, l'installation d'un système de traitement de l'eau d'une capacité de 12 m³/heure de manière à garantir la qualité bactériologique de l'eau et à en éliminer la turbidité. Le dispositif devrait également bénéficier aux personnels de l'hôpital, soit plus de 700 personnes



Une qualité de l'eau adaptée à un établissement hospitalier

vivant à proximité. L'unité de traitement a été livrée en juin 2016 et devrait être fonctionnelle d'ici la fin de l'année. ★



Des équipements de qualité pour accueillir les mères et les enfants



LIBAN

2014-2016 (2 ANS)

CARE

Le conflit syrien, qui dure depuis 6 ans, a abouti à une crise sans précédent, avec 4,8 millions de réfugiés dans la région, dont plus d'1,2 million au Liban, soit l'équivalent de 30% de la population du pays. Maintenir dans ces conditions des services publics de qualité est un défi. Dans le cadre du Plan de réponse à la crise (LCRP), le gouvernement libanais et ses partenaires humanitaires ont lancé un

appel de fonds à la communauté internationale et défini une stratégie combinant interventions d'urgence et projets de développement au sein des communautés hôtes. Cette aide internationale est la condition sine qua non du maintien de la paix au Liban.



C'est dans ce cadre que l'ONG CARE a mené un programme de renforcement des conditions

d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement auprès des populations vulnérables (réfugiés et population hôte) dans les communes de Joun et Mazret El Daher dans le Mont Liban. Résultat: installation ou réparation des installations individuelles d'eau et d'assainissement pour 294 ménages; fourniture de systèmes de filtration de l'eau pour 392 ménages; organisation de 197 sessions de formation à l'hygiène, à la santé environnementale et à la gestion de l'eau, notamment en milieu scolaire. CARE a également apporté son soutien à 22 municipalités pour l'entretien des infrastructures et la gestion des services d'eau et d'assainissement. ★



Des travaux importants pour répondre aux nouveaux besoins



IRAK

2015-2016 (2 ANS)

PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE

Le camp de Bardarash a ouvert ses portes dans le Nord de l'Irak fin 2014 et accueille aujourd'hui 2245 familles, la plupart issues de la minorité Shabak, qui ont fui Mossoul et les villages périphériques, où ils étaient persécutés, contrôlés par des organisations terroristes. Situé dans une zone préservée des combats entre Mossoul et Erbil, il

Améliorer le quotidien des familles déplacées du camp de Bardarash

jouit d'une sécurité relative, tout en souffrant d'un réel isolement. Première Urgence Internationale (PUI), seule ONG internationale installée en permanence dans le camp, y déploie sa mission selon deux axes: d'une part, l'amélioration de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, avec au quotidien le ramassage des ordures, la vidange des fosses septiques, la maintenance des installations publiques et individuelles et le contrôle de la qualité de l'eau; d'autre part, l'accueil et la coordination des nouveaux arrivants humanitaires, avec la responsabilité de résoudre différentes problématiques liées à la santé, aux

écoles, à la distribution de kits hygiène, à des enjeux plus techniques comme l'électricité, ou encore à la mise en place d'activités psycho-sociales. En 2015, l'association Aquassistance a apporté son appui technique sur

le volet eaux usées et pluviales. Aujourd'hui l'avenir, très incertain dans la région, pourrait générer de nouvelles arrivées ou permettre un départ progressif des familles, dans tous les cas, PUI reste en alerte. ★



Les enfants apprennent à vivre dans le camp



PROJETS

Un modèle adapté aux conditions de vie des familles dans un bidonville



Les compteurs d'eau des habitants du bidonville



BANGLADESH
2014-2016 (3 ANS)
EAU ET VIE

L'ONG Eau et Vie a démarré en 2010 ses actions à Dhaka au Bangladesh, dans le bidonville de Bhashantek qui regroupe 3 500 familles. L'ONG y développe des projets d'accès à l'eau et l'assainissement en

s'appuyant sur la synergie de deux structures partenaires locales créées en 2010 : l'entreprise sociale Shobar Jonno Pani Ltd. (SJP), chargée d'acheter l'eau au concessionnaire d'eau DWASA, de construire et d'entretenir les réseaux d'eau dans le bidonville, et d'assurer la distribution d'eau potable courante et la collecte des paiements ; et l'association Water and Life Bangladesh (W&L), chargée de développer des formations sur l'eau, l'hygiène, l'environnement et la prévention incendie, de renforcer les organisations de quartiers et de mettre en place des services d'assainissement, de lutte-incendie et de collecte des

déchets. Le projet en cours cible 2000 foyers du bidonville, qui bénéficieront d'un accès à l'eau potable à domicile, à l'assainissement et à des latrines, ainsi que les lieux publics (écoles, centres de santé...). ★



Au secours des minorités ethniques du Bangladesh



BANGLADESH
2014-2017 (3 ANS)
SECOURS CATHOLIQUE

Caritas Bangladesh a démarré en 2012 le projet «Algohar» ciblant les minorités ethniques opprimées de 1 005 villages pauvres et isolés du Bangladesh. L'objectif est de favoriser l'accès des enfants

à l'école et d'offrir aux parents une éducation de base sur l'hygiène, l'assainissement et la gestion des catastrophes naturelles. Très vite les équipes ont alerté les autorités sur le sous-équipement des centres d'éducation en latrines et points d'accès à l'eau, et sur la faible connaissance des bonnes pratiques d'hygiène parmi les cadres éducatifs et les familles. Malgré une intense activité de plaidoyer, Caritas Bangladesh n'a pas obtenu les fonds nécessaires pour équiper les écoles. C'est donc avec le soutien du Secours Catholique - Caritas France que l'ONG pilote la construction/rénovation de latrines et de points d'eau sa-

lubre dans les centres d'éducation, tout en menant des actions visant à sensibiliser et responsabiliser les écoliers, les éducateurs et les familles. Un projet ambitieux compte-tenu notamment de la difficulté d'achemine-

ment des matériaux, et qui n'a pu être mené à bien que grâce à la coopération efficace de tous les habitants, dont les enfants, appelés à devenir acteurs de changement. ★

Certaines dépenses de réparation ont été prises en charge par les fonds collectés par la population, constituant un apport supplémentaire au budget. Cette excellente initiative confirme l'utilité des équipements et l'appropriation du projet par la population locale.

Jean-Claude Séropian,
Branch Manager Bangladesh, SUEZ,
Référent du projet



Des filtres à sable pour les habitants des Sundarbans

BANGLADESH
2013-2016 (3 ANS)
GK SAVAR

Dans la région des Sundarbans qui longe la baie du Bengale, les populations vivent dans un état de grande précarité accrue par les mauvaises conditions naturelles (tempêtes, cyclones, inondations), la faiblesse des infrastructures et la difficulté d'accéder à une eau potable de qualité. Les nappes phréatiques superficielles sont fréquemment saumâtres, les nappes profondes

parfois contaminées par l'arsenic et, lorsqu'il existe des puits d'eau potable, ce sont les femmes qui vont la puiser, parfois à de longues distances. C'est donc l'eau des «ponds» (des mares pérennes non asséchées pendant la saison sèche) qui est la principale ressource à proximité des habitations. Avec tous les risques de transmission des maladies infectieuses que cela comporte, faute de stérilisation. C'est dans ce contexte que l'organisation bangladaise GK -Gonoshastaya Kendra, que l'on pourrait traduire par «Centre de Santé Populaire», a initié en 2012 l'installation de filtres à sable (Pond Sand Filters, PSF)

qui filtrent l'eau. La réussite du dispositif se fonde sur l'implication des habitants dans la réalisation matérielle des filtres, leur entretien, la distribution de l'eau aux familles et la perception des redevances. GK a ainsi déjà remis avec succès 50 PSF aux communautés organisées en coopératives. Le programme en cours concerne la mise en place de 20 PSF supplémentaires qui fourniront de l'eau potable à environ 800 habitants des upazilas, ou districts, de Patharghata, Matbaria et Sharakola. ★



Les villageoises inaugurent les nouveaux équipements



INDE
2013-2016 (3 ANS)
RAIN DROP

Entre 2013 et 2016, l'ONG Rain Drop a mené le programme «Sources de vie» auprès de 263 familles pauvres issues des basses castes et des populations tribales de 10 villages du Bundelkhand, une région de l'Inde en voie de désertification du fait d'une déforestation massive et incontrôlée. L'objectif : aider les habitants à mieux gérer leurs ressources naturelles, notamment l'eau, renfor-

Agir pour l'eau, encourager la vie

cer leurs capacités et diversifier leurs sources de revenus.

La méthode : prendre comme point de départ les habitants et établir un rapport de confiance mutuel pour assurer la pérennité des actions.

Les résultats : construction de 80 systèmes d'irrigations, 6 systèmes de goutte à goutte et 74 sprinklers, permettant de diversifier les cultures, d'assurer la sécurité alimentaire et de générer un bénéfice équivalent à deux fois le revenu minimum indien ; construction de 12 bassins de rétention d'eau ; organisation de formations aux techniques de

gestion de l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, élément déterminant de la santé des habitants. Par ailleurs, le projet incluait une formation aux techniques agricoles, à la pisciculture, à l'aviculture et à la transformation des produits fruitiers. Enfin, pour lutter contre la déforestation, 6 000 arbres ont été plantés.

Le projet étant terminé, Rain Drop a entamé une phase de suivi pour aider les groupes d'agriculteurs et les groupes de femmes dans l'autonomie économique et sociale. ★



Les femmes sont les premières actrices du changement



L'eau au service de l'éducation et de la santé



Depuis 2012, la Fondation Orange développe le programme «Villages Orange», qui a pour objectif d'apporter à des villages enclavés des pays en développement trois infrastructures essentielles au bien être de la population : une école, un centre de santé et un point d'eau.

En 2016, la Fondation Orange a proposé au Fonds SUEZ initiatives de s'associer à ce programme en finançant certaines infrastructures liées à l'eau et à l'assainissement au Cameroun et en Guinée.

Ce partenariat s'inscrit dans la volonté des bailleurs de fonds d'apporter des réponses communes aux problématiques des pays en développement, dans le cadre d'un nouveau programme, le PROGRAMME VILLAGE avec les associations LUKMEF et Aide et Action.



CAMEROUN

2016-2017 (1 AN)

LUKMEF

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

Au Cameroun, c'est LUKMEF (The Martin Luther King Jr. Memorial Foundation), une ONG camerounaise fondée en 1999, qui porte le projet dans le village de Bangou Carrefour (4 500 habitants), situé à l'ouest du pays. Les statistiques régionales indiquent que **26,73% des hospitalisations au centre de santé du village sont dues à des maladies hydriques évitables**. Des chiffres qui reflètent la faiblesse des infrastructures d'accès à l'eau et qui sous-tendent la démarche de LUKMEF.

Le projet prévoit la construction de deux puits et deux blocs de trois latrines, respectivement au centre de santé et à l'école. Si les premiers bénéficiaires sont les écoliers et les malades, le projet profitera à l'ensemble du village grâce à des extensions des points d'eau, sachant que jusque là il n'existait dans le village qu'un seul puits construit par la communauté elle-même, trop étroit pour recevoir de l'eau pendant la saison sèche, dépourvu de système de traitement de l'eau, et sans personne pour en assurer la gestion. La mise en œuvre du projet prévoit, en amont des travaux de construction, une phase de mobilisation et sensibilisation de la population ; et en aval, la formation de l'association des parents et professeurs, et la création d'un comité de gestion de l'eau et de l'assainissement, formé pour entretenir et gérer dans la durée les infrastructures, sous l'autorité du chef du village. Enfin **un dispositif d'évaluation annuelle du projet et de son impact sur les populations**



Des conditions sanitaires améliorées pour le centre de santé

est établi en lien avec l'Association de développement du village. La perspective de l'extension du projet et de ses avancées seront précieusement documentées et diffusées afin d'en favoriser la duplication. ★

Le projet prévoit la construction de deux puits et deux blocs de trois latrines, respectivement au centre de santé et à l'école. Une extension des puits d'eau servira toute la communauté.



L'Education change le monde

GUINEE

2016-2017 (1 AN)

AIDE ET ACTION

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

En Guinée, c'est l'ONG Aide et Action, engagée en faveur de l'éducation depuis 1981, qui porte le projet. Malgré les efforts fournis par l'Etat et les partenaires, **le système éducatif du pays reste fragile, avec un fort taux d'abandon scolaire, notamment chez les filles**, la persistance de mauvaises conditions d'enseignement et d'apprentissage, et des ressources budgétaires trop faibles. C'est au regard de ces réalités qu'Aide et Action a démarré en 2012, avec le soutien de la Fondation Orange, le programme «Ecole amie des filles» (EAF) qui avait pour objectif de favoriser l'émergence d'un environnement favorable à la scolarisation, au maintien et à la réussite des enfants à l'école, notamment les filles, cela dans 20 écoles rurales particulièrement sous-équipées des préfectures de Boké, Boffa, Dubréka, et Coyah.

Une démarche dont Aide et Action souhaite aujourd'hui consolider les acquis en déployant **un nouveau programme d'«Appui à la Scolarisation et au Développement Sanitaire» (PASS) dans les villages de Tonyah et**

Les bénéficiaires du projet sont les 200 élèves de l'école, leurs parents et leurs professeurs, ainsi que les 2 000 habitants des villages.



Une nouvelle école pour les enfants de Bangou au Cameroun

Walia. À Tonya, où l'école la plus proche est actuellement à 7 km, le projet prévoit la création d'une école primaire avec trois salles de classe, un bureau de direction et deux blocs de latrines, la réalisation d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine, et la construction de 30 latrines publiques SanPlats (sanitary platform). À Walia, le projet prévoit la reconstruction du poste de santé, aujourd'hui très vétuste, et qui doit couvrir les besoins des 2 000 habitants du district et des villages situés dans les îles. La communauté sera directement impliquée dans la mise en œuvre, en assurant la mise à disposition de main d'œuvre journalière, la fourniture de matériaux tels que le sable et l'eau, la gestion des stocks de matériaux, le forage des fosses de latrines, et en contribuant au suivi de l'avancement des travaux. Les bénéficiaires du projet sont les 200 élèves de l'école, leurs parents et leurs professeurs, ainsi que les 2 000 habitants des villages. ★



La scolarisation des filles, un enjeu pour la Guinée



Un programme de développement sanitaire d'envergure

Quand les mondes de l'urgence et du développement se rejoignent pour renforcer la résilience



Atténuer la vulnérabilité, renforcer la résilience

DES SITUATIONS D'URGENCE DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES ET COMPLEXES

Chaque année, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) de l'ONU publie les chiffres des crises humanitaires qui ont affecté le monde. Pour l'année 2015, le Rapport a recensé 103 millions de personnes touchées par des catastrophes naturelles et 65,3 millions de personnes déplacées, victimes de la violence des conflits. Cela dans un contexte marqué par une montée des risques : urbanisation galopante, croissance démographique exponentielle, dégra-

datation continue de l'environnement, changement climatique. En 2015, les demandes d'assistance humanitaire ont globalement augmenté, avec une tendance confirmée à l'aggravation des besoins liés aux situations de conflits, mais aussi à l'imbri- cation des facteurs déclenchants, puisqu'entre 2013 et 2015, seule- ment trois crises humanitaires ont été classifiées exclusivement « catastrophes naturelles ».

CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE POUR ATTÉNUER L'IMPACT DES CRISES HUMANITAIRES

Face à cette réalité, tous les acteurs de l'humanitaire s'ac-

cordent sur la nécessité d'atté- nuer dès l'amont la vulnérabilité des individus, des communautés et des pays, et donc de renforcer leur « résilience », c'est-à-dire leur capacité à résister, s'adapter, et récupérer suite à un stress ou un choc. Cela d'autant plus que la pauvreté est un facteur à la fois déclencheur et accélérateur des crises, enfermant les victimes dans une spirale descendante. Cette approche exige de mettre en cohérence les actions d'ur- gence, de réhabilitation et de développement, qui doivent désormais s'inscrire dans une continuité et embrasser dans une vision globale tous les secteurs: nutrition, eau, assainissement,

santé, relance économique, reconstitution du tissu social... Enfin le recours aux outils du développement dans les situa- tions d'urgence s'impose: ren- forcement des capacités locales, participation des populations et des communautés, synergie avec les institutions. ★



Les porteurs de projets soutenus par le Fonds SUEZ initia- tives, issus les uns du monde de l'urgence, les autres de celui du développement, illustrent cette volonté de mieux articuler urgence, réhabilitation et déve- loppement pour réduire l'im- pact des crises humanitaires.

santé, relance économique, reconstitution du tissu social... Enfin le recours aux outils du développement dans les situa- tions d'urgence s'impose: ren- forcement des capacités locales, participation des populations et des communautés, synergie avec les institutions. ★

À Mossoul, les équipes d'ACF font face à un afflux de réfugiés sans précédent



Des kits d'urgence pour les réfugiés

La communauté internationale doit se mobiliser afin d'éviter une catastrophe.

Aneta Sarna, Directrice pays d'ACF en Irak



IRAK

2016

ACTION CONTRE LA FAIM

Le 16 octobre 2016, le pre- mier ministre irakien an- nonçait à la télévision na- tionale le début de l'offensive sur Mossoul, afin de libérer la ville oc- cupée depuis juin 2014. Une opéra- tion d'envergure qui selon l'ONU pourrait affecter jusqu'à 1,5 mil- lion de personnes et à laquelle s'étaient préparés en amont les humanitaires: « Notre principal défi est de parvenir à anticiper les mouvements de population et de pouvoir atteindre les plus démunis. Nous avons identifié

des axes de déplacements et des stocks sont prêts mais la situa- tion évolue très vite », expliquait alors Charlotte Schneider, coor- dinatrice des opérations d'urgence d'Action Contre la Faim (ACF). L'objectif: être en première ligne pour apporter l'aide requise à la population dès qu'elle fuira la ville. Des équipes et des ressources dé- diées à l'urgence ont donc été af- fectées à Dohuk et Erbil où l'ONG a déjà des bases. À partir de là elles peuvent se déployer afin de cou- vrir les zones à l'est et au nord de Mossoul où de larges flux de popu- lation sont attendus.

Au cœur des priorités d'Action Contre la Faim, du soutien psy- chologique, des distributions de nourriture, d'ustensiles de cuisine, de kits d'hygiène et d'abris d'ur- gence, ainsi que la construction de latrines et de douches, et l'appro- visionnement en eau, besoins de base en constante augmentation. C'est ainsi qu'en l'espace d'une semaine, plus de 1 500 familles sont arrivées au camp de Khazir, portant sa population à près de 20 000 personnes à la mi-no-

vembre: ACF achemine donc quo- tidienement 500 000 litres d'eau et distribue sans relâche des kits d'urgence comprenant jerrycans, thermos, carafes, poubelles et sacs. Un professionnalisme et une réac- tivité déterminants dans une situa- tion qui reste extrêmement tendue

comme l'explique Aneta Sarna, la directrice pays d'ACF en Irak: « Malgré les efforts des organi- sations humanitaires, nous crai- gnons qu'il y ait un fossé entre les besoins et nos ressources. La communauté internationale doit se mobiliser afin d'éviter une catastrophe ». ★



Offrir une vie décente aux enfants des camps : une priorité



PROJETS

Agir en appui aux victimes des fortes inondations dans le nord du Bangladesh



BANGLADESH

2016

FRIENDSHIP

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET



L'aide humanitaire d'urgence s'organise

En août 2016, le Bangladesh a été frappé par de fortes crues provoquées par les pluies torrentielles de la mousson. Les Chars (îles nomades) du Brahmapoutre dans les districts de Gaibandha et Kurigram, principale et plus ancienne zone d'intervention de Friendship, ont une nouvelle fois été envahies par les eaux. **Près de 60 000 familles ont été touchées**, dont la moitié sont des bénéficiaires directs des actions de Friendship. Sept membres de l'ONG ont péri dans la catas-

trophe. À l'échelle du pays, plus de 250 000 habitations ont été détruites. **Il pourrait s'agir des crues les plus fortes depuis celles, exceptionnelles, de 2007.** Face à cette situation très tendue, le Fonds SUEZ initiatives s'est mobilisé pour soutenir les actions menées par Friendship. Fondée au Bangladesh en 1998, par Runa Khan et Yves Marre, afin d'apporter de l'aide aux communautés les plus pauvres et marginalisées du Bangladesh, l'ONG a démarré dans le domaine de la santé avec

la mise en service du premier bateau-hôpital du pays, le Lifebuoy Friendship Hospital. **Aujourd'hui ce sont plus de 4,2 millions de personnes qui bénéficient du Programme de Développement Intégré** mis en œuvre par l'ONG. Lorsque les habitations ont commencé à être emportées par les eaux, **les équipes de Friendship sont arrivées en urgence** avec 5 bateaux pour secourir les victimes et les mettre à l'abri avec leurs possessions. Des puits tubés et des latrines ont été installés dans les abris. De plus, les crues ayant duré plus longtemps que prévu, l'ONG a dû distribuer de la nourriture supplémentaire à 21 157 familles pendant 5 jours. Après quoi, les ménages ont reçu des graines à semer pour assurer leur subsistance. Les dégâts ont été considérables. Avec 10 777 ha de terres inondées, toutes les cultures ont été détruites et **la menace de famine était bien réelle.** Environ 11 292 puits tubés et 18 243 latrines ont été endommagés, avec **un risque important de prolifération des maladies.**

Friendship a déployé **des interventions multisectorielles visant à atténuer les conséquences du désastre.** ★



Lorsque nous apportons de l'aide, nous devons veiller à ne pas porter atteinte à la dignité des personnes. Alors nous recevons plus que nous ne donnons.

Runa Khan,
Fondatrice et Directrice Friendship



Beaucoup ont tout perdu, les besoins sont considérables



Un programme d'urgence pour endiguer le désastre sanitaire au nord-est du Nigeria



Des centaines de milliers de personnes coupées du monde extérieur

Au moins 500 000 personnes déplacées ou vivant dans des enclaves tenues par l'armée, sont totalement dépendantes de l'aide extérieure...



NIGERIA

2016-2017 (6 MOIS)

MEDECINS SANS FRONTIERES

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

« Une mobilisation massive des acteurs de l'aide s'impose pour faire face au désastre sanitaire que subit l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigeria », déclarait en juillet 2016 le Dr Isabelle Defourny, Directrice des opérations de MSF (Médecins Sans Frontières). Un cri d'alarme faisant écho à la situation dramatique des populations de cette région pauvre qui subit de plein fouet les conséquences des violents affrontements qui opposent depuis 2013 des groupes terroristes au gou-

vernement nigérian. **Ce sont aujourd'hui des centaines de milliers de personnes qui sont coupées du monde extérieur**, parfois depuis deux ans, dont au moins 500 000 personnes déplacées ou vivant dans des enclaves tenues par l'armée, qui sont totalement dépendantes de l'aide extérieure et ont un besoin urgent de nourriture, de soins médicaux, d'eau potable et d'abris. Engagées depuis plus de 40 ans dans le monde entier pour apporter une assistance médicale aux populations victimes de conflits armés, d'épidémies, de catastrophes naturelles ou d'exclusion des soins, **les équipes de MSF ont décidé de déployer des moyens exceptionnels** : programmes d'alimentation thérapeutique pour les cas de malnutrition sévère, soins de santé secondaires, soins d'urgence dans les camps et pour les populations isolées (distributions alimentaires, vaccinations, système de surveillance de base de la mortalité et des maladies épidémiques, prophylaxie du paludisme saisonnier, etc.).

Et bien sûr, installation d'infrastructures d'accès à l'eau, d'assainissement et de gestion des déchets pour les populations vivant dans des camps à Maiduguri, Bama et Monguno. Au programme, mise en place de zones de collectes de déchets

et construction d'incinérateurs, creusement de forages, installation de pompes, de réservoirs et de réseaux d'eau, installation de systèmes de chloration, construction de blocs de latrines et amélioration des systèmes de drainage. ★

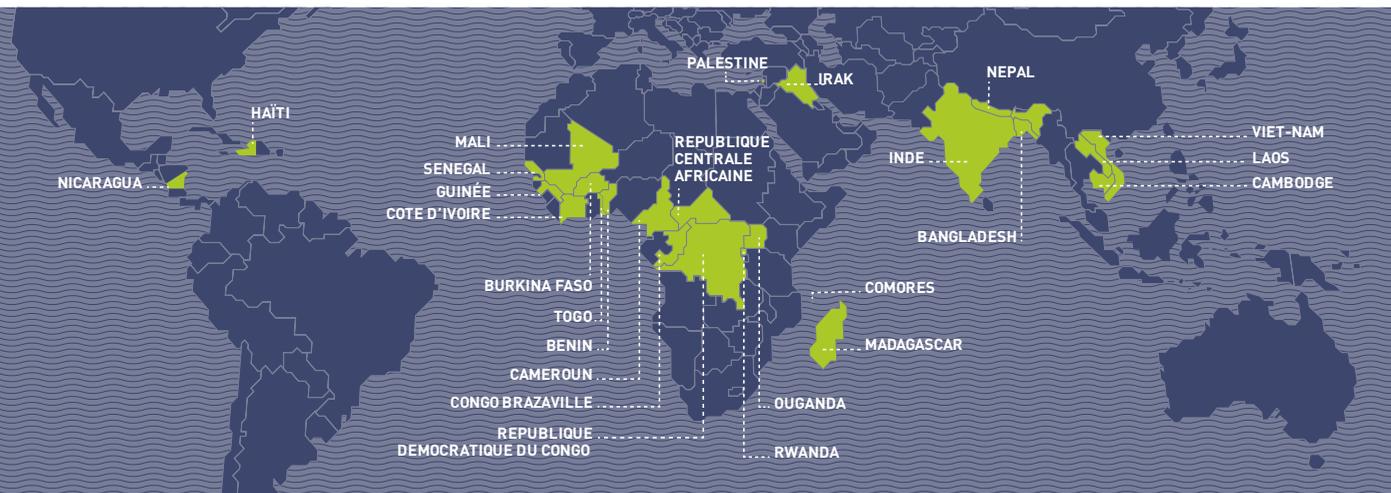


Forages, pompes, réservoirs... la nécessaire mise en place d'infrastructures hydrauliques



PROJETS

Quand salariés actifs et retraités de SUEZ mettent leurs compétences au service de la solidarité



CHIFFRES-CLÉS 2016

- 923 ADHÉRENTS
DONT 250 BÉNÉVOLES
- 25 PAYS CONCERNÉS
97 PROJETS ACTIFS
- 42 MISSIONS,
SOIT 1006 JOURS DE MISSION
SUR LE TERRAIN EN 2016
- 74 BÉNÉVOLES DIFFÉRENTS
SUR LE TERRAIN,
DONT 21 PRIMO PARTANTS
- 99 DÉPARTS DE BÉNÉVOLES
SUR LE TERRAIN

DES BÉNÉVOLES ENGAGÉS

En 1994, quelques salariés de SUEZ Eau France (ex Lyonnaise des Eaux) sont volontaires pour partir au Rwanda afin d'alimenter en eau potable des populations déplacées lors de la guerre civile, signant au passage l'acte de naissance de l'association de solidarité internationale Aquassistance. **Depuis, les bénévoles ont mené environ 30 missions en urgence à la suite de catastrophes et réalisé près de 350 projets d'aide au développement dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et des déchets**, dans plus de 50 pays. Points forts de leurs interventions : réalisation d'infrastructures, sensibilisation, conseil et transfert de compétences. ★

UN MODUS OPERANDI ADAPTÉ AUX BESOINS DES POPULATIONS SOUTENUES

Aquassistance articule ses interventions autour de 3 axes :

- 1 La mise en œuvre de partenariats avec toutes les parties prenantes**
Les missions sont toujours menées dans le cadre de relations contractuelles avec un ou plusieurs partenaires (ONG du Nord ou du Sud, associations de ressortissants, collectivités locales, Agences de l'Eau, communautés religieuses,...).
- 2 L'implication et la formation des populations**
Aquassistance s'applique à mobiliser les populations pour qu'elles s'approprient les projets et à assurer des formations à la gestion et à la maintenance des installations.
- 3 La post-évaluation**
En 2016, Aquassistance a démarré un processus de post-évaluation, avec 4 missions, au Burkina Faso, au Mali, en lien avec Eau Vive, au Laos et à Madagascar, visant à évaluer l'état de fonctionnement des infrastructures réalisées et à mesurer l'impact sur les populations bénéficiaires et leur environnement.



2016 zoom sur 3 projets d'urgence et d'intervention

1 HAITI APRÈS L'OURAGAN MATTHEW, LA BATAILLE DE L'EAU EST ENGAGÉE

En octobre 2016 un ouragan frappait Haïti, faisant des ravages humains et matériels considérables. Au cœur de l'urgence : rétablir l'accès à l'eau potable. Les équipes d'Aquassistance, déjà intervenues plusieurs fois en Haïti, se sont aussitôt mobilisées, avec l'appui logistique de SUEZ Haïti et sous le contrôle de la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement). **Les bénévoles se sont succédés pour acheminer et installer dans le Sud du pays 3 unités mobiles de traitement capables chacune de distribuer de l'eau potable à environ 5 000 personnes, et former les techniciens à leur usage.** Aquassistance a également donné 3 nouvelles pompes à main pour équiper des forages de sites isolés de la commune de Bainet et a fourni, avec l'aide du Fonds SUEZ initiatives, 4,5 tonnes de chlore à la DINEPA pour lutter contre les risques de choléra. L'association reste en alerte, prête à envisager d'autres missions en post-urgence selon l'évolution de la situation. ★

2 LAOS DU DIAGNOSTIC À LA RÉALISATION DES TRAVAUX, MISSION ACCOMPLIE

Dans le village de Phachao (1965 habitants), au Laos, Aquassistance a été sollicitée pour diagnostiquer les raisons des défaillances du réseau et proposer des améliorations en termes de quantité et de qualité de l'eau distribuée. Suite à l'étude de faisabilité, les bénévoles d'Aquassistance ont donné en octobre 2015 le coup d'envoi des travaux confiés à une entreprise locale, tout en pilotant la création d'un comité des usagers et la sensibilisation des usagers. **Au programme : mise en place de nouvelles canalisations d'adduction et de distribution ; réhabilitation des ouvrages de captage et du réservoir ; réalisation de 10 bornes fontaines, 1 branchement pour le centre de santé et l'école et 3 blocs de latrines doubles pour l'école.** Les résultats sont très positifs grâce à la motivation et la mobilisation de toutes les parties prenantes (populations, entreprises, institutions). ★

3 MADAGASCAR CAP SUR DOUZE PROJETS EN ROADTRIP

En octobre 2016, 6 bénévoles d'Aquassistance sont partis en mission à Madagascar sur 12 projets : 2 missions d'expertise, 1 suivi de travaux, 2 réceptions définitives de travaux, 4 visites/vérifications des conditions actuelles pour les projets en recherche de financements, et 3 missions d'évaluation pour des projets terminés en 2012, 2013 et 2014. **Un déplacement qui a également permis aux bénévoles de rencontrer les collectivités locales et les membres du Ran'Eau, le réseau de référence pour tous les acteurs de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène à Madagascar, et de prospecter auprès des fournisseurs locaux de matériel.** ★

L'association Aquassistance a été créée autour d'une équipe de salariés et de retraités bénévoles, prêts à donner de leur temps pour aller sur le terrain, analyser, expertiser, échanger, sensibiliser et proposer une solution durable adaptée aux besoins des communautés villageoises. Cet esprit du bénévolat est, plus de 20 ans après, toujours la pierre angulaire de nos interventions. C'est ce qui fait d'Aquassistance une ONG unique dans ses domaines d'interventions.



Sylvain Planchon,
Président d'Aquassistance
de 2012 à 2017



ENJEUX

Relever, dès à présent, les défis d'une gestion durable des déchets

Dans un contexte de forte croissance démographique et économique, les villes des pays en développement sont confrontées à une hausse exponentielle du volume de déchets qu'elles génèrent. Selon la Banque Mondiale, **la production mondiale de déchets solides municipaux devrait atteindre près de 2,2 milliards de tonnes par an environ en 2025** — soit l'équivalent, chaque jour, du poids de la pyramide de Kheops en Egypte. Ces volumes sont mal, voire non traités, et impactent lourdement la qualité de vie des habitants: les conséquences sur la santé publique comme sur la qualité de l'environnement local sont

multiples. Plus globalement, le PNUE (Programme des Nations-Unies pour l'Environnement) estime que l'impact climatique des déchets ménagers est équivalent au niveau mondial à celui de l'aviation civile ou de la marine marchande.

Malgré l'importance des enjeux, **la question des déchets est longtemps restée au second plan**, au détriment de la mise en place d'une véritable filière, encadrée par une réglementation spécifique et des financements publics et privés adéquats. **Son inscription dans les ODD (Objectifs de Développement Durable)**

adoptés en 2015 par les États membres de l'ONU devrait faire bouger les lignes, comme le souligne Gérard Payen, Conseiller pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire Général des Nations unies: «Les enjeux de l'eau et des déchets vont avoir une visibilité politique et média-

tique qu'ils n'avaient jamais eue. C'est une chance historique pour les acteurs qui se mobilisent au service de l'eau et des déchets. À eux de la saisir en s'organisant pour entretenir la nouvelle dynamique et faire réussir les ODD.» ★

Pour ce qui est des déchets, l'enjeu ne réside pas dans la construction d'infrastructures sophistiquées que dans la mise en place d'un service efficace, garantissant le confort des populations et la sauvegarde de l'environnement. Il est donc essentiel de mobiliser les acteurs locaux, en particulier les élus et les représentants d'institutions. Sans leur engagement, à moyen terme, aucune évolution durable n'est envisageable.

Dominique Pin,
Administrateur du
Fonds SUEZ initiatives

Pierre Jacquemot,
Président du Gret

Aujourd'hui la croissance urbaine fait de la problématique des déchets un thème central dans l'aide au développement. Il y a encore beaucoup à faire, et à inventer. Notre partenariat avec le Fonds SUEZ initiatives nous a permis de mettre en place un pilote à grande échelle à Dolisie au Congo Brazzaville. La «recherche-action» menée avec et pour les populations est un modèle que nous souhaitons étendre.



La filière de traitement des déchets s'équipe et s'organise



PROJETS

Le recyclage des déchets au cœur de l'économie circulaire



MOZAMBIQUE
2015-2017 (2 ANS)
AMOR



Les points de collecte se multiplient dans la ville de Beira

La démarche d'AMOR, l'Association Mozambicaine de Recyclage, repose sur la mise en place d'Écopoints, points d'apport volontaire et d'achat de matériel recyclable (papier, carton, plastique, métal, huile et déchets électroniques) où chacun peut apporter ses déchets recyclables triés. Les déchets sont ensuite conditionnés pour être revendus à la filière mozambicaine du recyclage. Un système qui fonctionne grâce à la sensibilisation et l'implication des

communautés, des écoles, du secteur privé (notamment l'entreprise 3R pour Réduire Réutiliser Recycler), des municipalités et du gouvernement central. Et qui, parti de Maputo, essaime dans le reste du pays, notamment à Beira, une ville où la production de déchets est très importante. Le projet comprend une forte dimension sociale, avec l'intégration de populations en grande précarité, formées à la gestion des écopoints.

Soutenu par le Fonds SUEZ initiatives depuis 2011, **AMOR collecte aujourd'hui dans le cadre du projet de Beira environ 6 800 kilos de déchets par mois, par le biais de 10 Écopoints scolaires et 5 Écopoints communautaires**, gérés par des associations communautaires partenaires. L'objectif à terme est d'assurer l'autonomie économique des Ecopoints communautaires, en augmentant les quantités de déchets recyclables déposés puis revendus, et en leur confiant la collecte des déchets déposés dans les Ecopoints scolaires. Et ce faisant de sécuriser les revenus de la quarantaine de particuliers engagés dans le projet. De son côté, l'entreprise 3R commence la construction d'un centre de recyclage pour créer plus de débouchés pour les déchets recyclables.

le rappelle Stéphane Temperman: «Il y a encore beaucoup à faire afin de faire du recyclage une réalité à grande échelle au Mozambique...». Pourtant, il en est convaincu: **«Le développement du recyclage montre sa pertinence et son pouvoir comme l'un des outils les plus importants de l'Économie Circulaire» avec des avantages dans les domaines sociaux, économiques et environnementaux.** ★

L'objectif à terme est d'assurer l'autonomie économique des Ecopoints communautaires, en augmentant les quantités de déchets recyclables déposés puis revendus.



Des équipements adaptés au tissu urbain

Parallèlement, au niveau national, l'Association porte un plaidoyer pour la mise en place des mécanismes de responsabilité élargie du producteur. Une entreprise de longue haleine, comme



Pa jete fatra la! Ne pas jeter de déchets ici!



Un nouveau modèle pour la gestion des déchets ménagers

HAÏTI

2015-2017 (2 ANS)

CEFREPADE

Le Centre Francophone de Recherche Partenariale sur l'Assainissement, les Déchets et l'Environnement (CEFREPADE), créé en 2007 au sein d'un laboratoire de l'INSA de Lyon, poursuit un objectif: contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement, en menant **des actions combinant rigueur scientifique et faisabilité durable sur le terrain.**

Dans le contexte d'urgence que connaît Haïti, le CEFREPADE s'appuie à Gros Morne sur le volontarisme des organisations civiles locales et sur l'engagement des partenaires locaux (l'AOG, l'Association des Originaires de Grand Plaine; l'Université Quisqueya et la Mairie de Gros Morne) pour **entraîner les populations dans un programme expérimental visant à restaurer et préserver les milieux naturels (eau, sol, air, biodiversité).** L'objectif étant, par un effet boule de neige, de favoriser le développement de l'agriculture, de l'élevage, du tourisme, et plus largement d'améliorer l'éducation, la sécurité alimentaire, la santé, et les besoins en énergie



des habitants. Le projet s'articule autour de 4 axes: l'appui à la mise en œuvre de la gestion des déchets ménagers; l'appui à l'implantation de toilettes écologiques familiales et scolaires; l'appui au reboisement; et, cheville ouvrière de la réussite de la démarche, la formation et la sensibilisation à de nouvelles pratiques agricoles et environnementales. ★



Collecte, transport, stockage, traitement des déchets: tout est à créer

SENEGAL

2013-2016 (3 ANS)

EAU VIVE

Koungheul, (23 000 habitants) au sud-est du Sénégal, était confrontée à des problèmes environnementaux et sanitaires très préoccupants du fait de l'insalubrité quasi générale. Nouveau centre administratif et commercial, pôle d'attractivité des jeunes ruraux venus chercher une vie meilleure et point de transit vers le Mali, la Guinée et la Gambie, Koungheul connaît une expansion importante et une urbanisation ra-

pide, qui se traduit par le surpeuplement, avec la naissance spontanée et incontrôlée de nouveaux quartiers périphériques, peu ou pas raccordés aux services urbains. L'absence de gestion des ordures était aggravée par les inondations récurrentes en saison des pluies. Le Service Technique Communal ne disposait pas de la main d'œuvre et du matériel adaptés. **C'est dans ce contexte qu'Eau Vive a été sollicité pour mettre en place une gestion des déchets efficace dans toute la ville.** Avec l'appui technique d'Aquassistance, Eau Vive a mis en place une démarche intégrée de gestion des déchets, et renforcé le service technique commu-

nal: campagne de promotion de l'hygiène, formation de comités de salubrité, organisation de la collecte à domicile et au marché par des charretiers, construction de dépôts relais et réaménagement de la décharge municipale, dotation d'un tracteur équipé et formation à la conduite de la décharge et à l'entretien des équipements, développement du service technique communal, ... **C'est tout un travail sur la filière locale de la gestion des déchets qui a ainsi été mené par Eau Vive et Aquassistance, avec une approche adaptée aux besoins et capacités locales,** et qui a permis d'améliorer les conditions de vie de plus de 20 000 personnes. ★



Distribution de poubelles pour le nouveau service de collecte des déchets



Avec Africompost, soutenir les pionniers du compostage de déchets ménagers au Togo



Visite guidée de l'unité de compostage

FONDATION GOODPLANET

TOGO

2011-2016 (5 ANS)

GOODPLANET

Dans le cadre de son programme « Action Carbone Solidaire » (ACS), la Fondation GoodPlanet pilote le projet Africompost dans 5 villes africaines, dont Lomé au Togo, aux côtés des associations françaises Gevalor et ETC Terra, toutes deux spécialistes de la mise en œuvre, dans les villes du Sud, de **solutions de gestion intégrée des déchets combinant impact social, impact économique et impact environnemental.**

Acteur clé du projet au Togo, l'ONG locale ENPRO qui a mis en place en 2011 une unité de compostage dont les résultats sont en

constante progression. **En 2016, près de 2 600 tonnes de déchets ont été traitées** et 2/3 des déchets entrants ont été valorisés. Une cinquantaine d'agents de tri et de compostage ont été formés et salariés. Grâce aux actions de plaidoyer, la valorisation par compostage des déchets ménagers a été intégrée à la stratégie de la ville pour 2016-2020 et ENPRO a obtenu en 2016 un soutien financier de la ville.

Enfin, depuis 2014, le projet bénéficie du label Gold Standard, qui certifie les projets de compensation carbone ayant un fort impact à la fois environnemental et socio-économique. Résultat: **l'unité de compostage d'ENPRO est d'ores et déjà un modèle pour tout le pays** et plus largement au sein du réseau Re-Sources dont la vocation est de diffuser les bonnes pratiques dans les villes des pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique.

En 2016, le soutien réitéré du Fonds SUEZ initiatives a permis d'augmenter les surfaces couvertes afin de faciliter l'organi-

sation des différents ateliers de travail, permettre le tamisage en toute saison (y compris la saison des pluies), protéger le compost produit et **améliorer les conditions de santé et sécurité au travail.** Par ailleurs, la mécanisation d'un certain nombre d'opérations améliorera également les capacités de traitement de la plateforme, sans impact sur l'emploi. ★



Avec Jean-Luc Martel, co-référent du projet et expert de SUEZ, nos échanges et visites ont permis de renforcer méthode et savoir-faire mais aussi de développer et structurer une approche marketing et commerciale pour le produit de la plateforme, le compost. Ce dernier doit correspondre à ce qu'attend la filière agricole togolaise. Cette étape du développement commercial devrait permettre de consolider la pérennité de la plateforme.



Sébastien Charles, Responsable technico-commercial, SUEZ Organic, Co-Référent du projet



PROJETS

Innovation, expérimentation et concertation pour la gestion des déchets à Dolisie



Les agents municipaux sont formés à l'usage des moto-bennes

CONGO BRAZZAVILLE

2011-2016 (4 ANS)

GREP

service d'un développement plus solidaire dans 28 pays. En 2011, le Gret a démarré à Dolisie, en République du Congo, le projet Promaïss dans un **contexte marqué par la multiplication des dépotoirs anarchiques, l'obstruction des canaux d'eaux pluviales et rivières, les incinérations intempêtes et l'accroissement des cas de paludisme et de typhoïde.**

Son objectif est de sensibiliser, mobiliser et accompagner la commune, les services déconcentrés, les chefs de quartiers, les usagers et les organisations de la société civile dans la définition et la mise en œuvre concertées d'une politique de gestion des déchets. Après un diagnostic et la proposition de plusieurs scénarios, la commune a bâti son plan d'action à 2017 sur une pré-collecte en régie, en porte-à-porte dans cinq quartiers centraux. Avec l'appui du Gret, elle y a mis en place un service pilote comprenant la construction d'une aire de transit des ordures ménagères, l'achat de 8 moto-bennes, 32 kits de ramassage de déchets, et 3 700 poubelles. Elle a aussi bénéficié d'actions d'accompagnement: relance de la taxe sur les ordures, formation du personnel municipal, conception d'un plan de gestion, sensibilisation, suivi-évaluation du service.

Aujourd'hui, 15 000 habitants sont desservis; près de 180 tonnes de déchets sont évacuées chaque mois et le taux de recouvrement de



la taxe atteint plus de 60%. Enfin, **94% des usagers se déclarent satisfaits.**

Un bilan technique, économique et social et une analyse de la gouvernance du service ont été réalisés, constituant le socle d'une démarche de consolidation. Un nouveau financement de 3 ans a été obtenu par le Gret auprès de l'Union européenne qui permettra l'extension et la consolidation du service. ★



Le service-pilote de collecte des déchets démarre à Dolisie



Améliorer durablement la salubrité de trois communes sénégalaises



Des populations mobilisées pour un dispositif opérationnel



SENEGAL

2015-2018 (3 ANS)

SECOURS CATHOLIQUE

Au Sénégal la gestion des déchets constitue un défi majeur, d'autant plus que les autorités compétentes peinent à mobiliser l'argent nécessaire pour financer les infrastructures et assumer les coûts d'exploitation, et que **les populations ne sont pas spontanément sensibles à la gravité des enjeux sanitaires et environnementaux.**

Caritas Kaolack, membre de Caritas International et partenaire de longue date du Secours Catholique - Caritas France, s'est

mobilisée sur la question depuis 1993, d'abord dans la ville de Kaolack, puis dans **les trois communes de Gandiaye, Kahone et Keur Madiabel, qui représentent plus de 30 000 habitants, soit environ 4 000 ménages.** Caritas Kaolack a développé, en parallèle à une sensibilisation et une éducation des populations, un système de collecte au niveau des quartiers sur la base d'un ramassage au porte à porte, par des charrettes tirées par des ânes, financé par les ménages. Bilan: les organisations de la société civile (OSC) se sont bien mobilisées sur le projet aux côtés des collectivités locales, 1532 ménages bénéficient du service, les communes ont alloué des terrains à leur périphérie pour créer des décharges dont l'aménagement sommaire a débuté. Caritas Kaolack souhaite aujourd'hui consolider son action, en augmentant le nombre de quartiers desservis et en mettant en place, en amont et sur les décharges, des filières de tri et de recyclage pour valoriser

les déchets collectés, en limiter la quantité à enfouir, créer des emplois et des ressources à réinjecter dans le système de gestion global des déchets. Pour mener à bien son action, Caritas Kaolack s'appuie sur l'expertise technique de Gevalor, une association française spécialisée dans la gestion des déchets solides en Afrique Subsaharienne, et sur l'ASDES (Association Sénégalaise pour un Développement Equitable et Solidaire) son partenaire local pour la sensibilisation et l'éducation. ★

La mise en place d'un service de déchets passe par l'indispensable travail auprès des populations, pour les inciter à s'impliquer, à croire à l'efficacité du système.

Sylvain Planchon,
Président d'Aquassistance (2012-2017),
Réfèrent du Projet



L'aménagement de la décharge a démarré

14 PROJETS
EN FRANCE

6 NOUVEAUX
PROJETS



favoriser
l'insertion par
l'emploi
et la formation

2



Les associations, au cœur de la lutte contre l'exclusion



Formation et lien social, deux leviers d'insertion



Lutte contre l'exclusion: les initiatives se multiplient



Les associations se mobilisent pour l'emploi sur les territoires



Les jeunes s'engagent aux côtés des personnes âgées

En 2015, le Gouvernement français publiait son deuxième « Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale », dont la mise en œuvre requiert l'engagement concerté de toutes les parties prenantes : l'État, les collectivités territoriales, le secteur associatif et les personnes en situation de précarité elles-mêmes.

Dans un contexte marqué par la persistance voire l'augmentation des situations de pauvreté et d'exclusion en France, cette synergie est essentielle, les associations ayant développé à l'épreuve du terrain un savoir-faire irremplaçable dans l'accompagnement des personnes.

PAUVRETÉ D'EXISTENCE ET EXCLUSION

Chaque année, le Secours Catholique – Caritas France publie un rapport statistique sur les situations de pauvreté¹, qui dresse un portrait précis et étayé de la précarité en France. Les chiffres sont sans appel : **aujourd'hui, près de 9 millions de personnes (dont 3 millions d'enfants), soit 14,1% de la population en France, vivent dans la pauvreté.**

Une pauvreté qui se mesure en termes de revenus monétaires, mais aussi en termes de conditions de vie. On parle alors de « pauvreté d'existence », définie comme un manque global d'éléments de bien-être matériel, mesuré à l'échelle du ménage. Cette « pauvreté d'existence », souvent aggravée par des situations personnelles difficiles (handicap, chômage, monoparentalité, addictions,...), génère à son tour des difficultés d'accès aux droits fondamentaux et des

atteintes à la dignité de l'individu, à l'« exclusion ». L'insertion ou la ré-insertion sont alors **des processus visant à redonner aux personnes exclues les droits dont la pauvreté les a privées : logement, santé, éducation, emploi...**

LES ASSOCIATIONS DE TERRAIN AU SERVICE DE L'INSERTION

Le « Plan pluri-annuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale² » adopté par le Gouvernement français en 2013, puis reconduit en 2015, propose un ensemble de mesures dont l'objectif est d'agir aux véritables racines du mal : le non recours aux droits, le manque d'accompagnement ou de formation, ou encore l'isolement face aux accidents de la vie, et offrir ensuite aux personnes un tremplin pour leur permettre de rebondir.

Les associations soutenues par le Fonds SUEZ initiatives contribuent à la réalisation de ces objectifs **via la conception et la**

mise en œuvre de projets souvent très innovants dans les domaines essentiels de l'éducation, de la formation et de l'insertion par l'activité économique.

Ancrées sur le terrain et à l'écoute des besoins, elles co-construisent avec les bénéficiaires des réponses adaptées à la spécificité des publics qu'elles accompagnent : femmes, migrants, personnes en situation de handicap, SDF, enfants et jeunes issus de milieu défavorisés, personnes sujettes à des addictions, etc. Ce faisant, **elles apportent souvent des solutions efficaces à des enjeux complexes auxquels ni l'Etat, ni l'économie ne peuvent répondre seuls.** ★

^{1/} Rapport Statistique 2016, Secours Catholique - Caritas France: www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/rs15couv-bd.pdf
^{2/} <http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dp-pauvreteweb-v01.pdf>

Le service civique permet aux jeunes de se sentir partie prenante à part entière de notre société. Il leur donne l'opportunité unique d'apporter leur pierre à l'édifice d'une société d'individus plus responsables et solidaires, aux côtés des associations, des acteurs publics et des entreprises. C'est aussi vrai pour les jeunes décrocheurs scolaires, qui sont d'autant plus en difficulté qu'ils n'ont souvent plus confiance en eux et plus de projet. Le Service Civique leur permet de prendre du recul, de regagner l'estime d'eux-mêmes qu'ils avaient perdue, et de renouer avec l'envie d'apprendre.

Frédérique Raoult,

Directrice du Développement durable et de la Communication, Vice-Présidente du Fonds SUEZ initiatives



Le combat contre l'exclusion est l'affaire de tous, et les lois et décrets ne suffiront pas. Les entreprises ont un rôle à jouer de proximité, très concret. A nous d'initier, voire de co-créer des coopérations pour faire avancer rapidement la cause de l'insertion, et contribuer ainsi à renforcer la cohésion sur les territoires. C'est notre responsabilité citoyenne.

Marie Trelle-Kane,

Présidente Exécutive d'Unis-Cité, Membre du Conseil Economique Social et Environnemental, Administrateur du Fonds SUEZ initiatives



Les structures de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) proposent aux personnes les plus éloignées de l'emploi de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion professionnelle. Une mission qui constitue un véritable défi humain, social et économique, puisqu'elles doivent sans cesse adapter leurs réponses aux impératifs parfois divergents du marché de l'emploi et de la solidarité. À cet égard, les structures de l'IAE sont des moteurs de l'innovation sur les territoires.

Bernard Guirkinger,

Administrateur de Lydec, Délégué régional du groupe SOS Région Est, Administrateur du Fonds SUEZ initiatives





Faire bouger les lignes pour réussir l'insertion des plus fragiles



Apprendre un métier pour se réinsérer



FRANCE

2015-2017 (2 ANS)

ATELIERS SANS FRONTIÈRES

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

Atelier Sans Frontières (ASF) est une association d'Insertion par l'Activité Economique (IAE) implantée depuis 2003 à Bonneuil-sur-Marne (94), qui accueille **chaque année une centaine de personnes en situation de précarité** (pas de travail, souvent pas de logement, des problèmes de santé, un handicap, l'illettrisme, le surendettement, les addictions...) et les aide à se réinsérer dans la société sur les plans personnel et professionnel. Comment ? En leur proposant un travail professionnalisant dans les secteurs du recyclage de matériel informatique,

de la logistique ou de l'agriculture urbaine et un accompagnement individualisé ainsi que des formations visant à renforcer leurs aptitudes : ateliers d'écriture, permis de conduire, savoirs de base, découverte des métiers, méthodologie de recherche d'emploi...

La réussite de ces parcours d'insertion dépend largement de la solidité des structures accueillantes. Or leur équilibre budgétaire est très fragile puisque, selon la réglementation en vigueur, il dépend à 70% (50% à titre dérogatoire) de subventions et de dons qu'il est difficile d'anticiper, et à 30% seulement du fruit de leur activité économique. Une répartition qui vise à privilégier la vocation sociale de la démarche, mais qui pourrait s'avérer contre-productive dans un contexte de crise généralisée.

Forte de l'avis favorable qu'elle a reçu pour que son chiffre d'affaires puisse couvrir jusqu'à 50% de ses charges, l'association réalise les investissements

nécessaires pour développer son activité et accueillir plus de bénéficiaires. Et **ainsi apporter la preuve que la mission sociale des structures de l'IAE aurait tout à gagner à s'appuyer sur un modèle économique plus performant**. L'objectif à terme est de susciter une évolution du cadre réglementaire des Ateliers et Chantiers d'insertion, pour le plus grand bénéfice de tous. ★



Face à la baisse inéluctable des subventions publiques, ASF fait preuve de lucidité et de créativité en développant un modèle économique à fort impact social ! Bravo !

Benoît Bonello,
Directeur de la
Maison pour Rebondir,
Référént du projet



La réussite de ces parcours d'insertion dépend largement de la solidité des structures accueillantes. Or leur équilibre budgétaire est très fragile...



Priorité à l'égalité des chances



FRANCE

2016-2017 (1 AN)

CULTURE PRIORITAIRE

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

Preuve que l'environnement culturel et familial constitue toujours une source d'inégalités sociales, les chiffres de l'INSEE indiquent que 84% des enfants de cadres obtiennent leur baccalauréat contre 55% des enfants d'employés ou ouvriers, et que 61% des enfants de cadres et professions intermédiaires obtiennent un diplôme du supérieur contre 31% des enfants d'ouvriers et d'employés.

C'est pour lutter contre ce déterminisme social persistant qu'a été créée en 2013 à Paris l'association «Culture Prioritaire». Les réponses qu'elle propose ? **Des programmes gratuits d'accompagnement extrascolaire axés sur la culture générale et la culture des métiers**, deux éléments essentiels pour envisager des études supérieures et une bonne insertion professionnelle. Une mission menée en partenariat avec les établissements scolaires et les équipes de développement local des quartiers populaires parisiens, et qui cible des jeunes de la 3^{ème} à la Terminale, la plupart d'origine étrangère et souvent passés par les classes d'accueil pour non francophones. En 2015/2016 l'association a suivi 58 jeunes, dont 29 en 3^{ème}, 15 en 2^{ème}, et 14 en 1^{ère} et Terminale. Culture Prioritaire leur propose un parcours annuel d'environ 80 heures combinant séances interactives le samedi, sorties extra-scolaires pendant les vacances (musées, théâtres,



Un programme motivant pour les jeunes des quartiers populaires

concerts, cinéclub, visites d'entreprises, rencontres avec des professionnels), et suivi individualisé en lien avec les parents pour les plus fragiles. En 3^{ème} l'accent est mis sur l'aide à la recherche du stage d'observation et l'incitation à l'ouverture culturelle. En 2^{ème}, le programme est axé sur la culture générale. Enfin, aux élèves de 1^{ère} et Terminale sont proposées, en lien avec un cabinet de coaching et d'orientation, une aide à la préparation du bac et aux

inscriptions post bacs complétée par des séances de rencontres avec des professionnels et des visites en entreprises.

L'association fonctionne avec des intervenants pédagogiques professionnels et une équipe dirigeante de bénévoles, résolument engagés dans le combat pour l'égalité des chances. ★

Culture Prioritaire dispose d'un très bon ancrage local, propose un programme qui est individualisé et dynamise les relations entre bénéficiaires et bailleurs, qui peuvent proposer des stages de 3^e aux jeunes de l'association.

Jamal Karaoui,
Acheteur Catégorie
Transports, SUEZ,
Recyclage et
Valorisation France
Référént du projet



Des intervenants professionnels animent les ateliers





Apprendre le français pour s'intégrer

FRANCE

2015-2016 (1 AN)

ATOUS COURS

Pour les réfugiés et les migrants, il n'y a pas d'intégration possible sans travail, et pas de travail sans maîtrise de la langue française : cette conviction est au cœur de la mission de l'association Atouts Cours, fondée il y a vingt ans par Robert-Charles Chemoul, dans le XVIII^{ème} arrondissement de Paris. **L'association accueille tout au long de l'année, et sans aucune sélection, des réfugiés et**

des migrants, primo-arrivants ou installés depuis longtemps en France, et leur propose des ateliers d'alphabétisation ou de français, des sorties culturelles et des activités artistiques, ainsi qu'une aide aux démarches administratives. **Aujourd'hui Atouts Cours, ce sont 160 bénévoles qui animent 110 ateliers hebdomadaires**



au profit de plus de 1000 apprenants. « Nous avons une mission d'accueil pour toutes ces personnes que la méconnaissance de la langue met véritablement en situation de handicap », résumant les membres de l'équipe.

Le soutien du Fonds a permis à l'association la création des ateliers informatiques et des «ALPES», Ateliers Linguistiques Pass Emploi, reconnus par la Ville de Paris, et qui proposent des connaissances pratiques sur le monde du travail et de l'emploi, avec des variantes adaptées aux métiers de la restauration, du bâtiment, et bientôt de la petite enfance et de la sécurité. ★



L'apprentissage de la langue est vital pour s'intégrer et appréhender la culture de son pays d'accueil. C'est la première marche, irremplaçable, vers l'intégration et l'autonomie.



Marielle Martin,
Responsable SAV,
SUEZ smart solutions,
Référente du projet

Accompagner ceux qui n'ont pas d'autre choix que l'exil

FRANCE

2015-2016 (2 ANS)

LA CIMADE

La Cimade agit depuis les années 30 pour défendre la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes, quelles que soient leurs origines, leurs opinions politiques ou leurs convictions. Concrètement, en Ile-de-France, **une trentaine de bénévoles formés assurent des permanences socio-juridiques visant à accompagner les personnes dans leurs démarches administratives** ainsi que l'en-

semble de leurs droits fondamentaux, et à leur prodiguer des conseils sur les questions de santé, logement, comptes bancaires, etc.

Aujourd'hui, face à l'amplification de ce qui est devenu une véritable crise migratoire, la Cimade Ile-de-France a élaboré de nouvelles réponses adaptées aux nouveaux besoins : mise en place d'**une équipe mobile allant directement à la rencontre des migrants dans les campements ou les squats**, renforcement des permanences existantes et ouverture de nouvelles permanences plus près des lieux de vie, organisation de réu-

nions d'information sur les lieux de vie, **diffusion de kits d'information prenant en compte l'évolution de la législation.**

La Cimade s'applique aussi à renforcer le travail en réseau des acteurs impliqués auprès des réfugiés et des demandeurs d'asile et à organiser un transfert des compétences et un partage d'expérience efficaces. Enfin, La Cimade s'emploie à lutter contre les préjugés et les amalgames, via la diffusion d'analyses très documentées sur les profils et les parcours migratoires. ★



La Cimade accueille dans ses permanences plus de 100 000 personnes



Un chemin de reconstruction pour les jeunes toxicomanes



FRANCE

2015-2016 (2 ANS)

SAN LORENZO



L'Association San Lorenzo France, créée il y a 15 ans, accueille à Lourdes, Lyon et Lille des jeunes toxicomanes en rupture complète avec la société. L'association leur propose, dans un cadre de vie communautaire, **un changement de vie exigeant et radical** : abstinence totale à la drogue, l'alcool, aux médicaments de substitution, réapprentissage des règles de vie, travail, activités en groupe au service de la collectivité, respect des autres, etc. À leurs côtés, un parrain, un ancien qui a connu les mêmes difficultés, et qui saura les épauler en toute confiance. La maison de Lourdes a créé en 2015 deux ateliers, ouverts à une

trentaine de jeunes : un atelier de menuiserie et un atelier espaces verts, où ils peuvent découvrir leurs aptitudes et développer de réelles compétences professionnelles, utilisables à la sortie.

Tout en contribuant à assurer le fonctionnement de la maison, via la production de mobilier et la production de fruits et légumes biologiques pour répondre aux besoins internes. Pour les responsables, le bilan du premier cycle de formation est positif : **«La motivation et l'épanouissement de chacun nous poussent à poursuivre notre effort et notre investissement dans ce projet».** ★



Thomas Veith,
Chef d'agence,
SUEZ Eau France,
Référent du projet

Les personnes accueillies sont très impliquées dans le projet qui deviendra leur outil de travail et de réinsertion dans l'établissement, c'est cela qui aboutit à des résultats de réinsertion très positifs.

Jouez, rejouez et gagnez !

FRANCE

2016-2019 (4 ANS)

REJOUE

Pour relever les grands défis de notre société - l'insertion des personnes en situation de grande précarité, la limitation des déchets, la sensibilisation au réemploi et au développement durable -, l'association Rejoué, créée à Paris en 2012, a choisi de bousculer les règles classiques : elle a créé **un modèle innovant de collecte, tri, réemploi et vente des jouets usagés**, en s'appuyant sur une équipe de salariés en insertion, bénéficiant d'un



accompagnement collectif et individuel. Une activité économique qui fonctionne grâce à l'implication des particuliers, entreprises, professionnels de l'enfance, collectivités, invités à adopter ce nouveau mode de «consomm'ation». Ventes en boutique ou éphémères, Noël solidaire pour les enfants en difficulté, actions de sensibilisation, process optimisés de traitement et stockage des jouets, les idées ne manquent pas.

Les résultats sont en croissance continue avec, en 2016, 20 personnes en parcours d'insertion, 40% de retour vers l'emploi ou la formation, et plus de 26 tonnes de jouets récupérés. ★

Un cursus hybride qui porte ses fruits

FRANCE

2015-2016 (1 AN)

RESEAU COCAGNE

Le premier «Jardin de Cocagne» est né en 1991 sous l'impulsion de Jean-Guy Henckel. Son idée : favoriser l'insertion socio-professionnelle des personnes en situation de grande précarité en leur proposant d'**apprendre les métiers du maraîchage biologique, tout en revendant les produits en circuit court** à des clients qui sont aussi des adhérents de l'association. Aujourd'hui en France près de 130 entreprises solidaires

sont regroupées au sein du Réseau Cocagne. **Point crucial de la réussite du projet : la qualité des équipes encadrantes.**

En 2013, le Réseau Cocagne a lancé, en partenariat avec le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole Bougainville (CFPPA) de Brie Comte Robert, un Certificat de Spécialisation niveau IV, visant à former sur un an des responsables, capables de combiner maîtrise des techniques agricoles et capacité à accompagner des personnes en difficulté. Une formule qui marche, avec déjà 3 promotions formées et l'ambition de doubler le nombre des participants, soit une trentaine chaque année. ★





Une Maison qui rebondit d'innovation en innovation



FRANCE

**MAISON
POUR REBONDIR**

 Un atelier
dédié aux femmes
en recherche
d'emploi

La Maison pour rebondir (MPR) a été créée à Bordeaux en 2012. Au fil des nouveaux projets, la MPR est devenue un véritable hub, **offrant un point de convergence à tous les acteurs locaux soucieux d'apporter des réponses innovantes à la question de l'emploi**, des plus précaires en particulier.

La mission initiale de la MPR, favoriser et sécuriser l'accès à

l'emploi durable dans les filiales de SUEZ et les entreprises partenaires des personnes en difficulté d'insertion professionnelle, se poursuit. Dès 2014, l'offre a été complétée par le programme «J'entrepris» qui accompagne chaque année une quinzaine de personnes en difficulté porteuses d'un projet de création d'entreprise. Bilan à ce jour: 175 bénéficiaires, parmi lesquels 90 ont intégré les entreprises de SUEZ

sur le territoire et 43 ont créé leur propre entreprise (représentant 54 emplois).

Depuis fin 2015, la MPR héberge et appuie des démarches innovantes en faveur de l'emploi. Parmi ces initiatives, le programme de l'association «100 Chances 100 Emplois», qui vise à mettre en relation les entreprises et les jeunes issus des quartiers prioritaires, en proposant aux jeunes des sessions de coaching d'une semaine suivies de rencontres avec des professionnels, à l'issue desquelles ces derniers s'engagent à donner aux jeunes le coup de pouce qui leur permettra de décoller (contacts, stage, partenariat, etc.).

Enfin depuis 2016, la MPR aide des entrepreneurs sociaux engagés dans l'économie circulaire à développer leurs projets en les intégrant dans des partenariats opérationnels avec SUEZ. Par exemple, SUEZ Eau France réalise les changements de compteurs d'eau en partenariat avec le chantier d'insertion

Les Compagnons Bâisseurs, ou bien encore SUEZ R&V France (Recyclage et Valorisation) développe un service de collecte des huiles alimentaires avec l'association «les Détritivores».

Autant d'initiatives qui nourrissent le rôle de conseil en «inclusion sociale» que joue la MPR auprès des équipes de SUEZ. Et autant de réussites qui sous-tendent l'ouverture en 2016 d'une nouvelle antenne de la MPR en Val de Marne. ★

**Depuis 2016,
la MPR aide
des entrepreneurs
sociaux engagés
dans l'économie
circulaire
à développer
leurs projets.**


 Un lieu de
rencontre et
d'échanges avec
des professionnels


Solidarités inter-cultures-elles


 Diversité,
solidarité,
amitié,
pour mieux
s'intégrer


FRANCE

2016 (1 AN)

PROMOFEMMES

Créée en 1994 dans le quartier Saint-Michel à Bordeaux, l'association Promofemmes avait pour objectif premier de faciliter la communication entre les mères d'origine étrangère et les intervenants de la PMI (Protection maternelle et infantile). Depuis, elle a considérablement élargi son champ d'action en fonction de l'évolution des besoins exprimés par un nombre croissant d'adhérentes, et **propose une approche globale de l'intégration familiale, sociale, culturelle et professionnelle des femmes migrantes, prenant**

en compte l'ensemble des problèmes qu'elles rencontrent.

Un programme ambitieux, puisqu'il intègre tout à la fois les savoirs de base, la prévention santé, l'accès aux droits, la parentalité, la culture, l'accès au monde professionnel, etc. Mais qui mise pour réussir sur la volonté des femmes à véritablement prendre en mains leur destin, sur la richesse des échanges entre les bénéficiaires (750 issues de 68 nationalités en 2015), sur la qualité de l'implication des animatrices, enfin sur une forte implantation à Bordeaux Métropole avec de nombreux partenaires opérationnels – dont La Maison pour Rebondir – dans tous les domaines: santé, social, culturel, insertion professionnelle, accès aux droits.

Depuis quelques années, pour répondre à la demande de femmes mieux scolarisées dans leur pays d'origine, **l'association développe son offre de parcours professionnalisants sur 4 métiers où l'emploi est dynamique: l'assistance auprès des très jeunes enfants**

et des personnes âgées, le nettoyage industriel et la restauration collective.

Pour l'année 2016, 40 femmes ont suivi ces formations. Les résultats attendus combinent l'acquisition des compétences et qualifications professionnelles mais aussi, indissociablement, le renforcement des savoir-faire et savoir-être: amélioration de la maîtrise du français écrit et oral, maîtrise des règles de la recherche d'emploi (CV, recherches, se présenter, etc.), amélioration de l'estime de soi dans la famille et à l'extérieur. Enfin les stagiaires bénéficient d'un suivi individualisé de 6 mois à l'issue de la formation. ★

**Pour l'année 2016,
40 femmes ont suivi
ces formations.**


 Les femmes
apprennent les
métiers des
services à la
personne




Rue de l'Abbé Pierre, on répare les vivants



Le nouvel atelier permettra un espace de travail adapté pour mieux recevoir les clients

permettre aux compagnons d'acquérir de nouvelles compétences et assurer la vente des matériels remis en état. Plus largement, le projet aura un impact environnemental via le recyclage de matériel promis à la décharge ; et un impact social via la possibilité pour les ménages aux revenus faibles d'acquérir des vélos à bas prix. L'atelier devrait être opérationnel au cours du premier semestre 2017. ★



ces femmes, les compagnons, deviennent acteurs d'un projet de solidarité impliquant le plein emploi de leurs compétences quelles qu'elles soient.

La Communauté Emmaüs Cotentin, l'une des 115 qui existent en France, s'inscrit pleinement dans ce projet de reconstruction des personnes par le travail et la vie communautaire. Fondée en 1970 à proximité de Cherbourg, elle est aujourd'hui installée rue de l'Abbé Pierre à Equeurdreville, et accueille 32 compagnes et compagnons, qui vivent de la revente de matières premières (ferrailles, métaux, cartons, DEEE) et de la revente des dons des particuliers ou des entreprises (vêtements, meubles, jouets, bibelots, électroménager...).

« On reçoit beaucoup de vélos qui sont parfois dans un état pitoyable. Nous sommes dans l'obligation de les désosser et les jeter à la benne faute de moyens techniques, alors que nous avons les moyens humains de les répa-

rer » : forte de ce constat qu'exprime sa présidente, Marie-Jeanne Cauvin, **la communauté Emmaüs Cotentin a démarré en 2016 la construction d'un atelier espace réparation/vente de vélos et autres mécaniques simples.** L'objectif est double :

Emmaüs, c'est avant tout un lieu d'accueil, de vie, de travail et de solidarité.



La communauté d'Emmaüs vit de son activité de récupération

FRANCE

2016-2017 (1 AN)

EMMAÛS COTENTIN

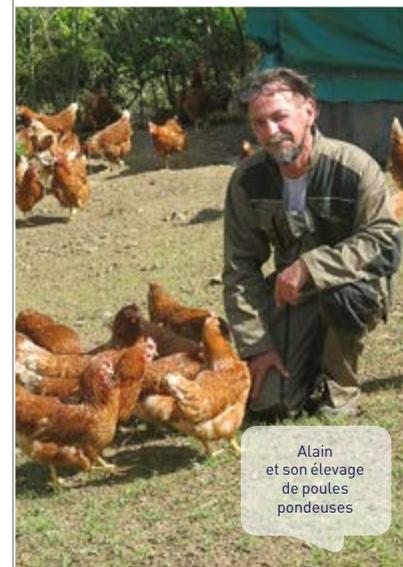
NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

Pour le public, Emmaüs, c'est l'endroit où l'on peut déposer les objets dont on ne se sert plus. C'est aussi le numéro que l'on compose pour faire débarrasser son grenier. C'est enfin le bric-à-brac où on espère dénicher de bonnes affaires.

Mais, Emmaüs, c'est avant tout un lieu d'accueil, de vie, de travail et de solidarité qui fonctionne uniquement grâce à l'activité de récupération de personnes de la société. **Ces hommes et**



Vous avez un projet pour rebondir et vous cherchez un accompagnement ?



Alain et son élevage de poules pondeuses



FRANCE

2016 (1 AN)

FONDATION 2^E CHANCE

Alain, Zabiullah et Alice ont eu des parcours de vie semés d'épreuves lourdes et cumulatives. Aujourd'hui, ils s'en sont sortis : Alain a lancé son projet d'exploitation agricole,

lombiculture et vente de poules pondeuses, œufs et pommes de terre bio. Zabiullah, réfugié venu d'Afghanistan, a créé son activité de tailleur. Alice démarre une activité de production de spiruline, une algue d'eau douce. Comme eux, **6 800 personnes ont déjà bénéficié d'un « coup de pouce » de la Fondation de la 2^e Chance pour suivre une formation ou créer/reprendre une petite entreprise.** Deux volets dans cette aide qui s'adresse aux personnes âgées de 18 à 62 ans, vivant des situations de grande précarité, et surtout manifestant une réelle envie de rebondir : une dotation financière (entre 5 et 8 000 euros) et un parrainage professionnel,

social et humain sur une durée de 6 à 24 mois. Le suivi des bénéficiaires est assuré par un millier de bénévoles engagés au sein des 60 sites-relais répartis sur le territoire, qui travaillent en collaboration étroite avec une centaine de partenaires publics, privés et associatifs. Pour mesurer l'impact de son action depuis sa création en 1998, la Fondation a mené une étude sur 15 années de coups de pouce, avec des résultats très encourageants selon les responsables : **« Avec 65% de nos lauréats qui déclarent être sortis de la précarité, nous pouvons affirmer que l'objectif de la Fondation de la 2^e Chance est atteint, et même souligner son exemplarité. »** ★



FRANCE

2016-2017 (1 AN)

PENICHE DU CŒUR

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

La Péniche du Cœur est un Centre d'Hébergement d'Urgence ouvert à Paris par les Restaurants du Cœur en 1995, et dont l'action s'inscrit dans le dispositif d'aide aux plus démunis géré par le SIAO Paris (Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation opéré par le Samu Social). Animé par 170 bénévoles, **elle accueille toute l'année jusqu'à**

Améliorer les conditions d'accueil des plus démunis

70 hébergés et leur permet de partager des moments de convivialité avec des personnes à la rue « jusqu'à ce qu'une orientation leur soit proposée », conformément à l'article L345-2-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Aux côtés des bénévoles, une équipe sociale de 4 salariés et une Conseillère en insertion professionnelle (CIP) bénévole accompagnent les hébergés vers la réinsertion.

En 2015, la Péniche du Cœur a accueilli 1 814 personnes et a réalisé 23 474 nuitées. Soit une durée de séjour qui ne cesse d'augmenter compte tenu de la hausse du nombre de demandes, de l'insuf-

fisance des réponses proposées en places de stabilisation et de la difficulté des personnes à trouver un emploi. Afin de pérenniser son action et d'améliorer les conditions de vie des hébergés, **la Péniche du Cœur a aujourd'hui besoin de se mettre aux normes sanitaires et environnementales.** Un projet, soutenu par le Fonds SUEZ initiatives, qui se décline en 3 objectifs : mieux traiter les eaux noires produites par la Péniche ; fiabiliser le fonctionnement des pompes sanitaires qui tombent régulièrement en panne ; rénover le système de production et de distribution d'eau chaude, en particulier vers les douches. ★

Après diagnostic, nous avons défini une stratégie d'intervention, en priorisant les actions. Nous apportons aussi notre connaissance de l'assainissement des péniches et barges de la Seine, pour lesquelles nous intervenons.



Pascal Lemoine,
Chef de service
Ingénierie et Patrimoine,
SUEZ Eau France,
Co-Référent du projet
et intervenant



Stéphane Cornu,
Directeur Technique
SUEZ Eau France,
Référent du projet
et intervenant



Donner aux jeunes engagés, qui ont envie d'agir, les clés de leur avenir



FRANCE

2016-2017 (15 MOIS)

INSTITUT DE L'ENGAGEMENT

NOUVEAU PARTENAIRE, NOUVEAU PROJET

En 2010 le Gouvernement créait le Service Civique, afin de promouvoir l'engagement des jeunes dans la société, en leur proposant des missions d'intérêt général d'une durée de six mois à un an. Dans la foulée, en 2012, naissait l'Institut de l'Engagement, comme l'explique Claire de Mazancourt, qui en est la co-fondatrice et la directrice: «**Pendant leur Service Civique, certains jeunes montrent qu'ils ont un super potentiel, un engagement énorme, de très**

grandes qualités, mais l'avenir qui leur est promis est loin d'être à la hauteur de ce potentiel; ils n'ont pas forcément suivi le «bon» parcours scolaire, n'ont pas de réseau, peu de moyens financiers».

Avec l'appui de plus de 300 partenaires (établissements d'enseignement, entreprises, associations, fondations, collectivités...) l'Institut repère ces jeunes, leur ouvre des portes, les appuie dans leur projet, leur apporte un accompagnement person-

nalisé et un soutien financier au cas par cas, pour qu'ils puissent reprendre une formation, trouver un emploi ou créer leur activité. Ce faisant, l'Institut répond également au besoin exprimé par les écoles et les entreprises de diversifier les recrutements sans renoncer à leur exigence.

Les jeunes participent également aux «Universités de l'Engagement» qui leur permettent de débattre avec des personnalités de premier plan sur de grands enjeux du monde contemporain. L'Institut de l'Engagement est en forte croissance; il projette d'accueillir 1 000 «lauréats» par an d'ici 3 ans (il en a accueilli 150 en 2012, 200 en 2013, 250 en 2014, 400 en 2015, 700 en 2016). À terme, l'objectif est de **préparer une nouvelle génération de responsables éclairés, porteurs des valeurs d'engagement et de citoyenneté.**

Parmi les lauréats de 2015, 80 ont effectué leur Service Civique au sein d'Unis-Cité et 16 d'entre eux, non diplômés de l'enseignement

supérieur, ont un projet de reprise d'études.

Le Fonds SUEZ initiatives a décidé de les soutenir en leur apportant un appui financier mais aussi en organisant une journée de sélection de candidats, avec des collaborateurs volontaires du Groupe SUEZ. ★

Une croissance régulière

150 lauréats en 2012

200 lauréats en 2013

250 lauréats en 2014

400 lauréats en 2015

700 lauréats en 2016

Prévisions

1 000 lauréats par an d'ici 2020



Des lauréats enthousiastes et motivés



Ouvrir de nouvelles voies vers une société plus solidaire



Des missions qui aident les jeunes à grandir

avec les lycées partenaires, les missions de lutte contre le décrochage scolaire et les associations partenaires. Par ailleurs, **des collaborateurs de l'entreprise se sont mobilisés pour accueillir et coacher les jeunes**: entretiens individuels et travail sur les CV et la recherche d'emploi, découverte des métiers de SUEZ mais aussi d'autres métiers, coaching sur la communication verbale et non-verbale, exercices pour présenter et valoriser leur expérience. ★



FRANCE

2015-2017 (2 ANS)

UNIS CITE



Engagés en équipe et dans la diversité

Lutte contre l'exclusion, lien intergénérationnel, aide aux aidants, sensibilisation des habitants des quartiers populaires au développement durable, participation à l'intégration des réfugiés, etc.: autant de défis qu'ont choisi de relever à leur échelle les **170 000 jeunes de 16 à 25 ans qui ont effectué un Service Civique depuis sa création en 2010. En équipe et dans la diversité, ils s'engagent pour des missions de 8 mois en moyenne**, tout en préparant leur projet post-service civique. **À l'origine du dispositif, l'association Unis-Cité, pionnière sur le sujet**, et qui en 2015-2016 a mobilisé 2500 volon-

taires en France, dont 174 sur les départements franciliens. Autre réalisation d'Unis-Cité: Booster, un programme national créé en 2012 en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale pour **remettre des mineurs décrocheurs de 16-17 ans dans une dynamique positive** via un service civique adapté, incluant 2 jours hebdomadaires de retour au lycée, en petits groupes et avec des enseignants dédiés. En 2015-2016, le Fonds SUEZ initiatives a soutenu le projet via le financement de 40 volontaires, dont 20 mineurs, sur les sites de Paris et Bondy, et la participation aux comités de pilotage locaux organisés par Unis-Cité en lien

Partenaires depuis 2014 du programme Booster d'Unis-Cité à Paris et à Bondy, nous rencontrons des jeunes en service civique dont la moitié sont des mineurs reprenant le chemin de l'école après en avoir décroché, tout en assurant une mission citoyenne.

Et pour aller plus loin, nous organisons chaque année au siège de La Défense une journée « Tremplins » avec la participation de collègues des ressources humaines.

Brigitte Deleplancque,
Cheffe de projet Diversité, SUEZ,
Référénte du projet



118

AUDITEURS
DE LA CHAIRE
DEPUIS 2009

25

PAYS REPRÉSENTÉS AUX
PRIX SUEZ INITIATIVES
-INSTITUT DE FRANCE



renforcer
les compétences
et stimuler
l'innovation

3



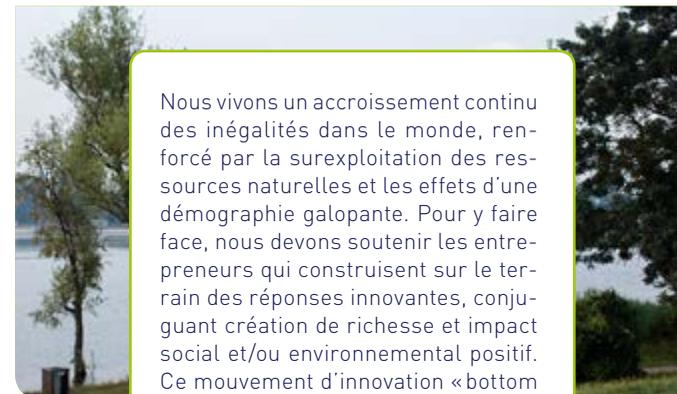
Miser sur le capital humain pour construire un avenir durable



La Chaire a proposé des méthodes pédagogiques innovantes.



Une innovation dans les déchets pour le Prix "Accès aux Services essentiels"



Clubs des Mères au Togo, un projet récompensé en 2012 qui a essaimé notamment au Tchad



Renforcer les compétences via la formation et l'éducation, promouvoir la diffusion et le partage des connaissances, favoriser l'émergence et l'essaimage de l'innovation sont des leviers majeurs de toute croissance durable.

Le Fonds SUEZ initiatives s'inscrit plus particulièrement dans cette dynamique à travers la Chaire ParisTech "SUEZ-Eau pour Tous" et le Prix SUEZ initiatives – Institut de France, tout en veillant au transfert de savoir-faire et au volet formation dans chacun des projets qu'il soutient.

POUR DES FORMATIONS ADAPTÉES AUX TRANSFORMATIONS DU MONDE

En Afrique, l'année 2015 a été marquée par l'adoption de l'Agenda 2063, un programme de transformation d'une durée de 50 ans, visant à établir une croissance inclusive, un développement durable ainsi que la paix et la sécurité sur le continent. Dans cette perspective, la question de la formation des leaders et cadres dirigeants devient cruciale. En Afrique comme dans tous les pays en développement, il est urgent de renforcer leurs capacités à imaginer, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes innovants, voire pionniers, de développement. C'est ainsi qu'en mars 2016, à l'occasion du « Sommet sur l'enseignement supérieur en Afrique » organisé à Dakar par la Banque Mondiale, Mme Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine soulignait : « Tout l'en-

jeu réside dans la capacité de l'Afrique à adapter ses programmes d'études, sa recherche et ses méthodes d'enseignement aux mutations à l'œuvre au sein du continent et dans le monde entier ». Dans un contexte où les universités et les instituts de formation locaux manquent souvent eux-mêmes des compétences humaines adéquates et nécessaires, la coopération internationale a un rôle important à jouer via la mise en place de partenariats avec le secteur privé, les bailleurs de fonds internationaux, et les universités du monde entier. »

INNOVATION BOTTOM-UP, OPEN INNOVATION: DES MOUVEMENTS QUI S'AMPLIFIENT

Dans les pays en développement, la complexité des problématiques et l'insuffisance des réponses institutionnelles tendent à générer quantité d'innovations « bottom up », nées sur le terrain, au contact des besoins peu ou

pas satisfaits et des opportunités. Elles mobilisent des organisations de la société civile, des ONG, des organisations communautaires, des institutions publiques et des individus, soucieux d'apporter des réponses nouvelles, pragmatiques et efficaces aux problèmes concrets de la vie quotidienne des populations. Il est essentiel de soutenir ces entrepreneurs-innovateurs, qui sont porteurs d'un fort potentiel de création d'emplois, de richesses et de développement, en leur apportant un appui humain, organisationnel, pédagogique et financier. »

Il est également primordial de contribuer à démultiplier l'impact de ces innovations ou initiatives qui ont fait leurs preuves et qui portent en elles des éléments d'apprentissage pour d'autres acteurs du développement, en favorisant leur mise en lumière, leur modélisation et leur diffusion. ★

AgroParisTech porte des formations de graduate school (ingénieur, master, doctorat, formations executive post master), en synergie avec la recherche et le monde socio-professionnel, et valorisant créativité et innovation. La Chaire ParisTech « SUEZ - Eau pour tous », co-créée avec le Fonds SUEZ initiatives, s'inscrit dans cet esprit. Elle propose aux auditeurs, cadres confirmés des services et entreprises du secteur de l'eau et de l'assainissement, un programme original et ambitieux, associant acquisition de connaissances, renforcement des compétences et développement personnel, pour l'acquisition d'une vision stratégique du service, dans un secteur crucial pour la santé et le bien-être des populations. C'est une fierté pour AgroParisTech de participer à cette belle aventure.

Nous vivons un accroissement continu des inégalités dans le monde, renforcé par la surexploitation des ressources naturelles et les effets d'une démographie galopante. Pour y faire face, nous devons soutenir les entrepreneurs qui construisent sur le terrain des réponses innovantes, conjuguant création de richesse et impact social et/ou environnemental positif. Ce mouvement d'innovation « bottom up » est au cœur d'un développement durable et inclusif.

Jean-Marc Borello, Président du groupe SOS, Administrateur du Fonds SUEZ Initiatives



Directement ou de façon plus induite, l'accès à l'eau est présent dans chacun des Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU à l'horizon 2030. Par ses métiers, SUEZ contribue à la réalisation de ces objectifs, tout en favorisant le partage des savoir-faire et en travaillant au renforcement des compétences des cadres et futurs cadres des services d'eau en responsabilité dans les pays en développement.

Marie-Ange Debon, Directrice Générale Adjointe, Directrice Générale Division Internationale de SUEZ, Administrateur du Fonds SUEZ initiatives



Nombreux sont les petits porteurs de projets, développant sur le terrain des réponses intelligentes, courageuses et innovantes, du Fonds SUEZ Initiatives aux besoins des populations des pays en développement, y compris des plus pauvres. Moins nombreux sont ceux qui parviennent à assurer un développement équilibré et durable de leur activité, à la modéliser et à en assurer le rayonnement. Il est de la responsabilité des grandes entreprises d'identifier ces pépites, de les mettre en lumière et de soutenir leur développement. C'est le sens des Prix SUEZ initiatives – Institut de France.

Claire Martin, Directrice Générale de Renault-Nissan Consulting, Membre du jury des Prix SUEZ initiatives - Institut de France





Une offre de formation unique pour les cadres et dirigeants des services d'eau et d'assainissement



Avril 2016, la remise des diplômes, un moment d'émotion



FRANCE

PARISTECH "SUEZ-EAU POUR TOUS"

« **C**ontribuer à la formation de la nouvelle génération de leaders des services de l'eau et de l'assainissement est un devoir et une course contre la montre, dans le contexte d'urbanisation, de littoralisation et de croissance démographique que nous connaissons. »

Cette conviction exprimée par Jean-Antoine Faby est au cœur du projet de la Chaire ParisTech «SUEZ- Eau pour Tous» dont il est le Directeur. Pour lui, l'enjeu est double : d'un côté il y a un besoin urgent et croissant de renforcement des capacités managériales des dirigeants et cadres des services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement ; de l'autre, il y a à travers le monde une réelle carence en

offres de formations adéquates dans ce secteur spécifique.

C'est pour relever ce défi qu'en 2009, ParisTech, AgroParisTech, Mines ParisTech, SUEZ et le Fonds SUEZ initiatives ont uni leurs forces pour créer ensemble, avec le soutien de l'Agence Française de Développement, la Chaire ParisTech «SUEZ - Eau pour Tous» qui prépare les auditeurs à l'International Executive Master OpT. Le programme s'adresse à des cadres ayant une expérience professionnelle d'au moins dix ans au sein d'un opérateur public ou privé de service d'eau et d'assainissement, ou d'une municipalité, d'un ministère, dans un pays en développement. Pour postuler, ils doivent être soutenus par leur direction.

Depuis 2009 ce sont ainsi près de 120 auditeurs, francophones et

anglophones, qui ont été formés, issus de près de 35 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe centrale et d'Amérique (zone Caraïbes). La dernière promotion, diplômée en 2016, a rassemblé 36 auditeurs dont 28 africains subsahariens, avec pour parrain de promotion Mamadou Dia, alors Président d'Aquafed.

UNE PÉDAGOGIE INNOVANTE ET DIRECTEMENT OPÉRATIONNELLE

Le fil rouge de la formation est le plan d'action stratégique que chaque auditeur est appelé à élaborer pour sa société d'eau ou d'assainissement, en lien avec sa direction. Le plan stratégique concernera une ville ou une région.



Le parcours de 14 mois est composé de 2 fois 3 mois de cours à Montpellier complétés par un voyage d'études d'un mois comprenant une étude de cas (qui a eu lieu pour la dernière promotion au Burkina Faso pour les auditeurs francophones, et en Ouganda pour les auditeurs anglophones), intercalé de 2 retours de l'auditeur à son poste dans sa société d'origine, au cours desquels il travaille sur la construction de son plan stratégique.

Enfin, pour accompagner sa progression et sa transformation personnelle en un «leader du changement», chaque auditeur bénéficie d'un tuteur pour l'aider dans sa progression académique, et d'un mentor chargé d'accompagner son développement personnel. Nouveauté, la rentrée 2017 verra le programme s'enrichir de l'intégration d'un parcours de formation Asie, avec de nombreux auditeurs venant de ce continent.

À ce jour, près de 90 villes sont dotées de plans d'actions stratégiques à 15 à 20 ans issus de l'IEM OpT, dont la mise en œuvre devrait bénéficier à plus de 35 millions d'habitants.

COMPRENDRE LES ENJEUX DE «L'UNIVERS STRATÉGIQUE»

Pour enrichir son offre et innover, la Chaire a ouvert une formation au management stratégique spécifiquement dédiée aux Directeurs Généraux de services d'eau et d'assainissement, dont la première session, tenue en août 2016, a rassemblé 15 Directeurs Généraux et Directeurs. Jacques Bertrand, Président du Comité d'Orientation Stratégique, la présente ainsi : «**La formation a pour but d'amener les directeurs généraux à saisir l'ensemble de ce que j'appelle «l'Univers Stratégique»**, c'est à dire les relations avec les autorités et institutions financières, avec le client, avec le corps social de l'entreprise, en plus de tout ce qui est purement opérationnel.

Appréhender l'Univers Stratégique, c'est se poser la question «Comment mettre en relation tout cela dans une perspective de long terme, au service de la Vision». Le programme se déroule en deux temps : un temps de formation académique, et un temps de mise en œuvre du savoir transmis, à travers un «jeu sérieux» spécifiquement conçu pour cette formation, qui met les protagonistes en situation de comprendre la complexité de l'Univers Stratégique, pour élaborer, expliciter, étudier la faisabilité d'une stratégie et savoir la partager auprès de l'ensemble des acteurs ». ★



Diane d'Arras, SUEZ, Présidente de l'International Water Association, après la remise des diplômes



Des auditeurs venus du monde entier





PROJETS

Cinquième édition des Prix SUEZ initiatives-Institut de France



La remise des Prix à l'Institut de France



L'innovation au service des plus précaires

Les Prix SUEZ initiatives-Institut de France récompensent tous les deux ans des projets et des innovations qui contribuent à développer les services de l'eau, de l'assainissement et la gestion des déchets dans les pays en développement. Deux Prix sont remis: le Prix Accès aux Services Essentiels, d'un montant de 50 000€, qui récompense, pour la faire grandir et rayonner, une innovation - de nature technique, organisationnelle, financière, sociale ou concernant des outils de diffusion des savoirs - développée par un organisme à but non lucratif; le Prix Entrepreneuriat Social, également de 50 000€, qui récompense une initiative portée par un entrepreneur social, ayant un impact sur les plans économique et social. Dans les deux cas, les critères d'appréciation sont les mêmes: le projet doit être pérenne, libre de droit, reproductible et inclure dans sa conception et sa mise en œuvre les institutions et populations locales

La cérémonie de remise des Prix a eu lieu 1^{er} juillet 2016 à l'Institut de France, sous la présidence de Gabriel de Broglie, Chancelier de l'Institut de France et Jean-Louis Chaussade, Président-Fondateur du Fonds SUEZ initiatives, Directeur général de SUEZ. ✪

«Lorsque la commission technique et le jury travaillent, ils s'intéressent plus spécialement aux projets qui visent à leur appropriation par les bénéficiaires et les parties prenantes locales, permettent l'intégration ou la participation des populations précaires et sont applicables en milieu urbain ou périurbain.»



Jean Salençon,
Membre de l'Institut,
(Académie des sciences),
Membre de l'Académie
des technologies,
Membre du Jury

Les lauréats que nous récompensons aujourd'hui, non seulement nous avertissent de l'importance des questions de l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets dans les pays en développement, mais ils agissent également.

Gabriel de Broglie
Chancelier de
l'Institut de France



Ces prix illustrent notre volonté d'encourager l'innovation et les acteurs du changement qui développent des solutions intégrant de nouveaux modèles porteurs de l'économie sociale, solidaire, circulaire, concrète et collaborative.



Jean-Louis Chaussade
Directeur Général
de SUEZ, Président
Fondateur du Fonds
SUEZ initiatives



Prix Accès aux Services Essentiels

VALORISER LES COQUES D'ANACARDE POUR PRODUIRE DE L'ÉNERGIE

Le Prix Accès aux Services Essentiels a été décerné en 2016 à l'association **RONGEAD** et au **CEFREPADE** pour le projet **Cajouvalor**. Chercheurs, ingénieurs, artisans et ouvriers locaux ont travaillé ensemble pour mettre au point un réacteur de pyrolyse, facile à fabriquer et à utiliser, qui permet de valoriser les déchets de noix de cajou en les transformant en deux types de combustibles: des gaz de pyrolyse alimentant la chaudière de l'usine de production de noix de cajou, et du Biochar, vendu sous forme de plaquettes aux populations locales en remplacement du charbon de bois. Un procédé qui contribue à l'essor de la filière burkinabè de la noix de cajou.

«Le projet Cajouvalor a une dimension écologique, une dimension sociale et une dimension de développement, aussi bien par ceux qui le mettent en œuvre que par ceux qui en bénéficient. C'est un projet innovant et dont la durabilité est grande. Et la durabilité est un critère déterminant dans nos délibérations.»



Jean-Christophe Rufin,
de l'Académie française, membre du Jury



Prix Entrepreneuriat Social

ORGANISER UNE FILIÈRE DE RECYCLAGE ET DE RÉEMPLOI DES D3E

Le Prix Entrepreneuriat Social a été décerné en 2016 à **Solidarité Technologique** (Solitech), une association qui agit au Cameroun depuis 2003 pour lutter contre la fracture numérique et qui a développé une **activité de recyclage et de réemploi de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E)**, jusque-là prise en charge par des travailleurs informels dans des conditions sociales et sanitaires très précaires. Aujourd'hui le projet alimente neuf emplois permanents et génère des bénéfices. Les équipements revalorisés sont vendus à bas coût à des associations, écoles, entrepreneurs et particuliers. La première législation D3E d'Afrique subsaharienne est apparue au Cameroun et le centre de recyclage est devenu le premier établissement agréé du pays pour le traitement des D3E.



Prix spécial du Jury

MUTUALISER LES COMPÉTENCES ET LES RESPONSABILITÉS POUR UNE GESTION PÉRENNE DE L'EAU

Nouveauté en 2016, le Jury a décidé de décerner un Prix Spécial à l'association **Eau Vive** pour son projet **InterK'Eau**, dont l'objectif est d'améliorer durablement l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des 400 000 habitants du canton de Kornaka dans le sud du Niger, en mettant en place un service intercommunal de l'eau pérenne.

«En cours de délibération l'idée est née spontanément de créer un prix spécial pour récompenser l'association Eau Vive et lui permettre de se faire encore plus connaître pour son action tout à fait méritoire.»



Jean Baechler,
Membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques),
Président du Jury

remerciements

Myriam BINCAILLE, Déléguée générale, Agatta CONSTANTINI, Chargée de projets, Muriel LEROY, Responsable de projets, Béatrice ROZIÉ-PERIER, Chargée administration et projets, tiennent à remercier particulièrement tous les membres de la Communauté du Fonds qui apportent leur aide, sous forme de bénévolat ou mécénat de compétences, participant ainsi à cette aventure professionnelle et humaine formidable !

H. Abdallah, M. Ablin, F. Aguesse, O. Ahidar, P. Alexandre, V. Antigny, M. Aupetitgendre, JM. Aurousseau, P. Bachelery, M. Badie, A. Bajot, S. Barbezier, L. Barlet, H. Barthalan, J. Batisse, JM. Battarel, A. Bauzone, C. Bazalgette, JP. Becue, C. Bergez, S. Berman, D. Bernard, J. Bertrand, R. Bernardin, S. Besnault, JL. Besset, V. Bienaimé, M. Bignot, S. Birard, M. Blanc, C. Blanc-Montmayeur, P. Blayac, L. Bo, B. Bon, I. Bourgeat, H. Bonnel, B. Bonello, Y. Bonhomme, F. Boronat, C. Borralho, A. Botbol, G. Boulanger, L. Boumahdi, L. Bouzekri, S. Briand, M. Brun, C. Buard, J. Bui, B. Cabibel, R. Casalis, L. Catherineau, A. Carbonel, R. Casalis, C. Caucat, I. Censi, S. Chadli, C. Chamarat, P. Chantre, S. Charles, J. Chio, JC. Clermont, B. Colombo, L. Constantini, D. Conteau, S. Cornu, M. Coulon, G. Cros, D. d'Arras, N. Dargère, G. Darras, P. Dauthuille, S. De Almeida, L. de Bodman, M. de Kervenoaël, E. de la Gueronnière, M. Debiais, J. Delavay, B. Deleplancque, L. Delorme, A. Denis, C. des Arcis, G. d'Hoop, G. Doquang, S. Duboil, S. Dubreil, I. Duval, A. Espina, C. Fauconnier, E. Faure,

MJ. Fernandez-Mendy, A. Filali Mknassi, V. Fournier, V. Fremin, C. Fuvelle, AC. Gadonnet, P. Gaillard, T. Gaillard, D. Gaillardo, B. Garnier, V. Garnreiter, L. Gaudichaud, A. Gauthier, C. Gault, F. Gautron, D. Geoffray, L. Gestin, S. Ghannem, P. Gislette, L. Gobille, O. Godard, MC. Gout, O. Grandgirard, J. Gribensky, AL. Grout, F. Guenerin, P. Guiffant, J. Guittet, H. Haeffner, JP. Hangouet, JP. Harry, V. Heliot, F. Henrion, T. Hernandez, S. Heuclin, N. Houel, M. Hurtrez, S. Istin, F. Jacq, P. Jacq, V. Jamin, B. Janicijevic, M. Jasson, I. Jaugey-Ndiaye, C. July, G. Kabbaj, M. Kacimi, Y. Kankarti, J. Karaoui, S. Kechit, A. Kyriacos, S. Klecha, J. Labre, F. Labussière, JP. Lacombe, C. Lambert, JM. Laouchez, J. Launay, P. Laurent, A. Le Moan, P. Lemoine, A. Le Texier, J. Leclerc, F. Lefeuve, M. Legsayer, P. Leon, F. Le Quesne, L. Lesage, Y. Lesty, A. Lecuona, C. Leterrier, O. Leveque, N. Levy, E. Lincot, X. Litrico, S. Lombard, M. Lopez, JF. Loret, JM. Lotthé, H. Louvet, D. Lucente, C. Macombe, H. Madiéc, A. Magné, L. Malcorpi, J. Mallevalle, J. Manem, D. Mangin d'Ouince, B. Marilhet, JJ. Marsaly, JL. Martel, L. Martin,

M. Martin, S. Martin, J. Mateos Iniguez, JP. Maugendre, S. Maurel, S. Mazan, M. Menard, A. Merceron, F. Mestre, A. Michels, P. Monnier, J. Moreau, S. Morin, K. Mouhaddab, D. Moulin, R. Muniz, P. Nello, LJ. Noyel, O. Oberti, K. Odeh, P. Odievre, D. Ogeron, E. Oppeneau, H. Parent, S. Payenneville, E. Pellet, M. Perez-Nicolas, J. Petelet, F. Petitpain-Perrin, H. Pham, V. Pham, V. Piazza, D. Pin, P. Pina, E. Piolat, JM. Piriou, S. Planchon, D. Plantier, S. Payenneville, R. Rondot, E. Pomar, JM. Ponte, A. Pouliquen, PY. Pouliquen, C. Pradels, D. Ricros, H. Rigolot, JP. Rizza, JF. Robin, C. Rocher, M. Rodriguez, M. Rouez, S. Rous, JM. Rousseau, P. Sacareau, F. Salvia, C. Savey, J. Sayegh, J. Scheidecker, R. Serra, M. Simon, H. Sedkaoui, E. Senante, JC. Seropian, D. Sinapah, I. Soum, P. Swyngedau, L. Tiret, A. Tricaud, H. Valade, B. Vanden Bossche, F. Van Rijckevorsel, E. Vaucois, T. Veith, S. Venot, M. Versini, F. Vias, D. Vienne, F. Vigier, B. Vincent, S. Vinsot, MC. Vivant, RI. Virgilio-Venancio, P. Vizier, A. Vonbank, L. Voisin, S. Zariatti





Directeur de publication: Myriam Bincaille - Responsable de production: Muriel Leroy - Réalisation: Anne Cormier/Dimitri Dubreucq www.ep.eu.fr



Crédits photos : © SUEZ, S. de Bourges, De Poorter, M. Bertrand, A. de Cadoudal, T. Béhuret, Capa Pictures/P.Oliver, J. Luth, A. Détéme, 1001fontaines-Acted-Action Contre la Fam'Florian Serieux-Atemac-Aide et Action-AJUC-Amor-AMREF-Aquassistance-Ateliers Sans Frontières-Atouts Cours-Care-Cefrepade-Croix-Rouge Française/Jean-Luc Luyssen-Culture Prioritaire-Découvrir-Analyser-Agri-Eau Vive-Eau et Vie-Ennmaüs Cœtentin-Fondation Z'Chance-Friendship-GK Savar-Fondation GoodPlanet-Gret-Institut de l'Engagement-Interade-La Chaîne del'Espoir - La Cimade/A.Béllamy-Lukmei-Maison Pour Rebondir-Médecins Sans Frontières/Aurélie Baumeil/Silas Adamou-Morija-Chaire Parislech-SUEZ - Eau pour Tous- Péniche du Cœur-Première Urgence 1^{er}-Institut de France/S. de Rozières-Promofemmes-Puits du Désert-Rain Drop-Rejouié-Réseau Coccagne-Rotary-San Lorenzo-Scours Catholique-SOS Sahel-Triangle GH-Union-Cité-Avri. 2017. Ce document est imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC)® par un imprimeur éco-responsable ayant obtenu le label Imprim'Vert. 

fonds initiatives



Tour CB21 - 16, Place de l'Iris - 92040 Paris / La Défense - France
fonds.initiatives@suez.com

www.suez.com/fr/Notre-groupe/Un-groupe-engage/Le-Fonds-SUEZ-initiatives
www.fsi-realisations.fr www.prix-initiatives.com